

ANALYSE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES ACCORDS
DE LIBRE-ÉCHANGE DANS LE SECTEUR AGRICOLE : ÉTUDE DE CAS DE L'ALENA

Par
Ariane Paquin

Essai présenté au
Centre universitaire de formation en environnement et développement durable
en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M.Env.)

Sous la direction de Monsieur Khalid Adnane

MAITRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Septembre 2016

SOMMAIRE

Mots clés : Libre-échange, commerce international, échanges commerciaux, agriculture, ALENA, développement durable, accords de libre-échange

La tendance internationale du commerce est actuellement basée sur une libéralisation et une ouverture des échanges entre les États. Pour faire suite à cette ouverture commerciale des frontières, plusieurs centaines d'accords de libre-échange sont ratifiés afin de réduire davantage les différents obstacles au commerce dans tous les secteurs. L'étude présente a pour objectif d'évaluer le libre-échange et plus particulièrement l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) pour déterminer si les ententes commerciales sont de facto compatibles avec les objectifs environnementaux du développement durable, tout particulièrement dans le secteur agricole.

L'analyse des théories du libre-échange démontre que la libéralisation du commerce mène généralement à la spécialisation et à un changement dans la composition des activités d'un pays. Cette hypothèse se concrétise dans le secteur agricole par une transition vers de grandes cultures d'une seule espèce, hautement mécanisées et dépendantes en intrants chimiques. Il résulte de ce changement de pratiques de multiples impacts environnementaux tels que la pollution de l'eau, de l'air et des sols, la perte de biodiversité, la propagation de ravageurs ainsi que la détérioration de la qualité du sol. Tous ces impacts environnementaux négatifs indiquent le manque de soutenabilité de ce modèle agricole.

L'étude de cas de l'ALENA, un accord particulièrement intéressant à étudier vu son rôle décisif sur la scène des ententes commerciales, confirme ces résultats. Malgré les intentions louables d'intégrer un accord environnemental parallèle, les clauses établies ne sont pas suffisantes pour contrer les problématiques environnementales que la libéralisation des échanges a engendrées. En effet, un déplacement majeur de la production du Mexique vers les États-Unis a été constaté. Cela a entraîné une transition vers une production industrielle plus polluante. De multiples causes sont à la source de ce changement dans la production agricole, tel que le non-respect des clauses, l'asymétrie du pouvoir entre les membres, la privatisation et le pouvoir des lobbys, ainsi que le manque de pouvoir discrétionnaire des clauses environnementales.

À partir de l'analyse de l'ALENA, des recommandations ont finalement été formulées afin d'offrir des pistes de solutions pour les prochains accords qui entreront en vigueur. D'abord, il est conseillé d'encourager la participation citoyenne dans le processus de négociation des accords. Ensuite, le processus d'évaluation des répercussions des accords pourrait être révisé pour obtenir des études plus détaillées. Il est aussi suggéré que le gouvernement porte une attention particulière à la production agricole de subsistance. Il est de plus proposé de se questionner collectivement sur la vision à long terme et sur le modèle de développement agricole désiré. Ensuite, il est suggéré d'analyser plus en profondeur la place du libre-échange particulièrement dans le secteur agricole. Finalement, il serait pertinent d'étudier des alternatives telles que l'économie écologique et le coopérativisme.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je tiens à remercier mon directeur d'essai, Khalid Adnane, pour ses précieux conseils et les nombreuses ressources qu'il m'a offertes tout au long de ma rédaction. Merci à ma correctrice officielle, Sylvie, pour sa lecture assidue, sa patience et son soutien.

Je tiens aussi à remercier l'équipe de Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec pour leur compréhension tout au long de ma rédaction.

Je salue chaleureusement ma famille et mes amis tout particulièrement Michel, Madeleine, Rapha et J-P pour leurs encouragements et leur soutien constant tout au long de mes études universitaires, sans oublier Laura qui sait toujours me changer les idées et me faire rire.

Un merci spécial à mes parents, pour les petits plats maison et l'appui financier. Finalement, merci à Yan pour sa présence, sa bonne humeur et ses encouragements tout au long de ma rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. COMMERCE INTERNATIONAL.....	3
1.1 Théories du commerce international.....	3
1.1.1 Théories traditionnelles.....	3
1.1.2 Théorie en concurrence imparfaite	4
1.1.3 Théorie de la croissance.....	5
1.2 Portrait du libre-échange.....	6
1.2.1 La montée du libéralisme économique	6
1.2.2 Distorsions du marché	8
1.2.3 Instruments de protection	9
2. DÉVELOPPEMENT DURABLE	11
2.1 Historique	11
2.1.1 Mouvement de protection de l'environnement.....	11
2.1.2 Limite de la croissance	11
2.1.3 Apparition de l'écodéveloppement.....	12
2.1.4 Apparition du développement durable	12
2.2 Définition du développement durable	13
2.3 Théories	13
2.3.1 Soutenabilité faible.....	14
2.3.2 Soutenabilité forte	15
2.4 Développement durable, croissance et libre-échange.....	16
2.4.1 Croissance et environnement	16
2.4.2 Libre-échange et environnement	17
2.4.3 Impacts des réglementations environnementales	18
2.5 Institutions internationales et développement durable.....	19
3. AGRICULTURE	20
3.1 Portrait du secteur agricole	20
3.1.1 Impacts environnementaux de l'agriculture intensive.....	21
3.1.2 Soutenabilité du modèle agricole.....	24
3.2 Vers un modèle agricole toujours plus intensif	25
3.2.1 Rôle du marché.....	26
3.2.2 Rôle des gouvernements.....	27
3.2.3 Rôle des agriculteurs	28
3.3 Place de l'agriculture dans les ALE	28
3.4 Portrait agricole du Canada	29
4. L'ALENA, UN TOUR D'HORIZON.....	31

4.1	Mise en contexte de l'ALENA	31
4.2	Modalités de l'accord	32
4.3	Particularités de l'ALENA – CHAPITRE 11.....	33
4.4	ANACDE	33
4.5	Traitement de l'environnement et place du développement durable	34
4.6	Choix de l'ALENA.....	36
5.	IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX AGRICOLES DE l'ALENA	37
5.1	Méthodologie.....	37
5.2	Limites de l'analyse	37
5.3	Impacts globaux	38
5.3.1	Déplacement de la production agricole	39
5.3.2	Transition vers une agriculture industrielle	40
5.3.3	États-Unis, grands perdants sur le plan environnemental.....	41
5.3.4	Et le Canada?	42
5.4	Analyse des causes	45
5.4.1	Non-respect des clauses	45
5.4.2	Asymétrie du pouvoir entre les pays membres	45
5.4.3	Privatisation, pouvoir et lobbyisme	45
5.4.4	Manque de pouvoirs des clauses environnementales.....	46
5.5	Critiques de l'ALENA.....	47
6.	RECOMMANDATIONS	49
6.1	Partenariat transpacifique et Accord économique et commercial global	49
6.2	Perspectives d'amélioration	50
6.2.1	Rôle des citoyens.....	51
6.2.2	Importance des études d'impacts	51
6.2.3	Protection de l'environnement	51
6.2.4	Introduire une approche ascendante	52
6.2.5	Évaluer le modèle agricole à favoriser.....	52
6.2.6	Retrait des produits agricoles	53
6.2.7	Pouvoir du libre-échange	54
6.2.8	Économie écologique vers une soutenabilité forte	55
6.2.9	Coopérativisme comme alternative	55
	CONCLUSION.....	57
	RÉFÉRENCES	59
	BIBLIOGRAPHIE.....	65
	ANNEXE 1 - LES CYCLES DE NÉGOCIATION DU GATT	66
	ANNEXE 2 - FRISE CHRONOLOGIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	67

ANNEXE 3 - ATTRIBUTS DE L'AGRICULTURE MODERNE EN COMPARAISON À L'AGRICULTURE TRADITIONNELLE	68
ANNEXE 4 - DÉGRADATION DU SOL CAUSÉE PAR LES ACTIVITÉS ANTHROPIQUES	69
ANNEXE 5 - LISTE DES ACCORDS COMMERCIAUX EN VIGUEUR DANS LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE	70

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 2.1 : Courbe environnementale de Kuznets.....	17
Figure 3.1 : Fondements et conséquences environnementales de l'agriculture industrielle.....	22
Figure 3.2 : Trois axes influençant la transition vers une agriculture intensive.....	26
Tableau 1.1 : Avantages théoriques du libre-échange et du protectionnisme.....	5
Tableau 1.2 : Instruments de politiques commerciales et leurs conséquences en concurrence pure et parfaite.....	10
Tableau 3.1 : Synthèse des caractéristiques de l'agriculture industrielle et de ses impacts environnementaux.....	23
Tableau 5.1 : Liste des impacts retrouvés en fonction du secteur et du mécanisme par lequel l'ALENA influence l'environnement.....	43

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ADPIC	Accord sur les aspects des droits de propriétés intellectuelles
AECG	Accord économique et commercial global
AGSC	Accord sur le commerce des services
ALE	Accord de libre-échange
ALECEU	Accord de libre-échange Canada et États-Unis
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANACDE	Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement
ANACDT	Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail
ATTAC	Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens
BM	Banque Mondiale
CCE	Comité de coopération environnementale
CCPM	Comité consultatif public mixte
CETRI	Centre tricontinental
CMED	Commission mondiale pour l'environnement et le développement
CNC	Capital naturel critique
DD	Développement durable
É.-U.	États-Unis
EKC	Courbe environnementale de Kuznets
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i>)
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i>)
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IRIS	Institut de recherche et d'informations socio-économiques

MEA	Millennium Ecosystem Assessment
MMT	Méthylcyclopentadiényl manganèse tricarbonyle
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de Développement durable
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONU	Organisation des Nations-Unies
PED	Pays en développement
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PTP	Partenariat transpacifique
R&D	Recherche et le développement
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
USD	Dollars des États-Unis

INTRODUCTION

La philosophie de l'Organisation mondiale du commerce est fondée sur une libéralisation et une ouverture des échanges commerciaux entre les États membres (Organisation mondiale du commerce [OMC], 2015a). Pour faire suite à cette ouverture des frontières commerciales, plusieurs centaines d'accords de libre-échange ont été ratifiés afin de réduire les différents obstacles au commerce. À l'heure actuelle, seulement au Canada, deux nouveaux accords (le partenariat transpacifique et l'accord économique et commercial global) ont été signés. Ces derniers ont pour objectif de libéraliser davantage les échanges commerciaux internationaux dans tous les secteurs.

Toutefois, depuis plusieurs années, la pertinence, les impacts, les bénéfices et les coûts (environnementaux, sociaux et financiers) de la libéralisation des marchés soulèvent des questions sur la scène internationale (Trouvé, 2015; Robin 2013). Une des questions au cœur de ces débats est la place de l'environnement dans ces accords. Bien qu'on remarque un intérêt de plus en plus important de concilier l'économie et l'environnement, les effets directs et indirects du libre-échange et de la mondialisation sont minimisés et peu considérés lors des négociations.

La libéralisation des produits agricoles est un enjeu particulier. En fait, l'agriculture, en plus d'être un enjeu environnemental majeur, est un domaine particulièrement discuté et une source de désaccord dans les accords de libre-échange (ALE). Malgré la libéralisation de la plupart des secteurs, l'agriculture est un sujet grandement débattu au cours des négociations. Encore aujourd'hui, sa libéralisation est une source de discorde, autant du point de vue de la population et des producteurs que de celui de certains pays. Certains États désirent exclure ce secteur du libre-échange dans le but de protéger leur sécurité alimentaire, tandis que d'autres considèrent que chaque État est gagnant dans l'ouverture de ce marché (Trouvé, 2015).

On constate donc une coupure dans les visions de développement international. Alors que d'un côté le système actuel de développement et de croissance effrénés continue de prendre de l'ampleur, de l'autre l'ONU établit des objectifs de développement durable. Pour ces raisons, et considérant que de nombreux accords d'une importance capitale sont en cours de négociation, les impacts environnementaux des ALE doivent être examinés, particulièrement dans le secteur agricole qui est à risque. D'ailleurs, à travers cette évaluation, il est essentiel de se questionner sur les fondements d'une telle pratique. Soit, le libre-échange est-il conciliable avec la protection de l'environnement?

Pour répondre à ce questionnement, des accords existants depuis plusieurs années peuvent être étudiés afin d'en dégager les effets, les coûts et les bénéfices marquants pour les États. L'étude présente a pour objectif d'évaluer le libre-échange et plus particulièrement l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) pour déterminer si les ententes commerciales sont de facto compatibles avec les objectifs environnementaux du développement durable, tout particulièrement dans le secteur agricole.

Pour ce faire, le libre-échange et le développement durable ont été définis, ainsi que les concepts-clés qui y sont associés. Ensuite, en fonction des documents pertinents de l'Accord de libre-échange nord-américain identifiés, les impacts environnementaux positifs et négatifs de l'ALENA, ainsi que les opportunités et les menaces qu'il entraîne ont été identifiés et examinés. Enfin, les impacts potentiels des accords de libre-échange canadiens en cours de négociation (Partenariat transpacifique et Accord économique et commercial global) ont été brièvement évalués.

Pour y parvenir, une méthodologie a été rigoureusement suivie. Dans un premier temps, afin de définir correctement les notions de base, essentielles à la compréhension de la problématique, une revue de littérature des concepts généraux été réalisée. Par la suite, une analyse approfondie a été effectuée des impacts des ALE dans le secteur agricole. Plus spécifiquement, une évaluation des répercussions environnementales de l'ALENA en agriculture a été produite. Pour ce faire, des documents élaborés par le Comité de coopération environnementale ont d'abord été consultés. Toutefois, afin d'assurer une diversité d'opinion ainsi qu'un bilan juste, exact et fidèle à la réalité, des études universitaires provenant de centres spécialisés, tels que l'Observatoire des Amériques et le Groupe de recherche sur l'intégration continentale de l'Université du Québec à Montréal ont été examinées. De plus, des recherches issues d'organisations indépendantes, telles que le Centre tricennal et l'*Institute of science in society* ont été consultées. Finalement, des articles spécialisés provenant de différents chercheurs indépendants ont aussi été utilisés et, afin d'analyser les impacts à court et à long terme de l'ALENA.

L'étude présente se divise en six chapitres. Les deux premiers chapitres constituent la mise en contexte de l'analyse. Le premier chapitre expose d'abord les théories du libre-échange et du commerce international. Le second chapitre aborde quant à lui le principe de développement durable, son historique et ses concepts-clés. Ensuite, le troisième chapitre explore le domaine agricole; le choix de ce secteur, les modèles préconisés, ses impacts et sa place dans la libéralisation du commerce. Ensuite vient le quatrième chapitre qui dresse le portrait de l'ALENA. La place du développement durable au sein de cet accord y est ensuite questionnée. Suite à la description de la méthodologie et à l'explication des limites de l'étude, les impacts environnementaux dans le secteur agricole ainsi que leurs causes sont examinés dans le cinquième chapitre. Le texte se poursuit avec des recommandations tirées des opportunités et des menaces identifiées dans l'ALENA. Celles-ci, retrouvées dans le sixième chapitre, permettent de mieux saisir les impacts potentiels des autres accords de libre-échange à venir au Canada, soit le Partenariat transpacifique et l'Accord économique et commercial global. Des pistes de réflexion générales sur le libre-échange offrent finalement au lecteur une ouverture intéressante en fin de texte pour poursuivre sa réflexion sur la problématique environnementale de la libéralisation du commerce international.

1. COMMERCE INTERNATIONAL

Afin d'examiner les enjeux environnementaux des accords de libre-échange, il est essentiel de comprendre les mécanismes et les théories qui sous-tendent les échanges de biens et de services entre les États. La section qui suit définit quelques grandes théories du commerce international, les avantages théoriques du libre-échange par rapport au protectionnisme ainsi que certains concepts économiques essentiels. Un tour d'horizon évoquant l'apparition du libéralisme et la popularité croissante des ALE conclut cette section.

1.1 Théories du commerce international

La pensée économique s'est construite progressivement à partir de l'évolution et de la succession de multiples théories complémentaires. De nombreux économistes ont œuvré indépendamment à interpréter les principes soutenant le commerce international (Bécuwe, 2006). Les théories présentées ont eu pour objectif d'éclaircir les raisons, la nature, les avantages (gains) et les désavantages (pertes) du commerce international et du libre-échange pour les États.

1.1.1 Théories traditionnelles

La théorie des avantages absolus avancée par Adam Smith, publiée dans l'ouvrage *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, marque une première rupture majeure, en 1776, avec la doctrine mercantiliste et avec la théorie physiocrate émergente de l'époque. Le principe se résume ainsi : un pays gagne à se spécialiser dans la production d'un bien pour lequel il dispose d'un avantage, c'est-à-dire pour lequel les coûts de production sont les plus faibles (Bécuwe, 2006). En conséquence, selon Smith, la libéralisation des échanges permet une division et une spécialisation internationale du travail en fonction des avantages respectifs de chaque pays. Bien que cette théorie provoque un changement marqué dans la vision du commerce international, elle sera fortement critiquée en raison de ses lacunes. La principale objection à ce principe est que le libre-échange, selon la théorie des avantages absolus, ne peut pas être bénéfique pour les pays ne possédant aucun avantage.

Il appartiendra à David Ricardo d'agrémenter le principe de Smith en considérant la situation des pays qui ne peuvent pas produire des biens à meilleur prix que leurs concurrents. En 1817, dans *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, il énonce la théorie des avantages comparatifs, qui remédie à plusieurs lacunes de la théorie des avantages absolus. Cette approche constitue encore aujourd'hui un des arguments majeurs en faveur du libre-échange.

Selon sa thèse, Ricardo démontre que les échanges sont bénéfiques pour chaque pays pourvu qu'il se spécialise là où il est le meilleur ou, du moins, le moins mauvais. Dans ces conditions, chaque pays a intérêt à participer au commerce international (Bécuwe, 2006). Ainsi, cette théorie affirme que la libéralisation des échanges est préférable à l'autosubsistance d'un pays dans le secteur économique. Cependant, les démonstrations de ce principe ne permettent pas d'avancer que les barrières tarifaires,

telles que les droits de douane ou tout autre type de politique commerciale, ne sont pas bénéfiques. De ce fait, ce prolongement de la théorie de Smith comporte aussi de nombreuses failles.

Par la suite, trois auteurs (Heckescher, Ohlin et Samuelson) viennent enrichir la théorie de Ricardo en exposant la théorie pure du commerce international. Ce modèle, et plus précisément la *Loi des proportions de facteurs*, constitue le cœur du paradigme néo-classique. Surnommée le théorème HOS, cette doctrine spécifie qu'un avantage comparatif ne se restreint pas seulement à la productivité du travail, il résulte également de la quantité de facteurs de production (ex. le capital et le travail) dont le pays peut tirer profit (Bécuwe, 2006). D'autres principes s'ajoutent alors et renforcent ce théorème en y rectifiant certaines lacunes des théories classiques de Smith et Ricardo (approche néo-factorielle, approche néo-technologique) (Bécuwe, 2006).

1.1.2 Théorie en concurrence imparfaite

Suite à la Seconde Guerre mondiale, un essor du commerce international se produit : entre 1948 et 1973 une augmentation des échanges commerciaux internationaux de 7 % et un accroissement de la production mondiale de 5 % sont constatés (Bécuwe, 2006). À cela s'ajoutent le pouvoir et l'influence qu'exercent les États sur le marché, ce qui provoque une concurrence imparfaite (Abdelmalki et Sandretto, 2011; Bécuwe, 2006). Devant l'inefficacité des théories traditionnelles à expliquer certains faits, dont l'échange international de produits identiques entre les pays, de nouvelles hypothèses sur une concurrence imparfaite émergent. Ces conceptions ne s'opposent pas aux visions traditionnelles, elles cherchent plutôt à comprendre et à intégrer la complexité toujours plus importante des échanges internationaux.

Un des principes importants qui est apporté est celui du commerce intrabranche formulé par Verdoon en 1960. Cette approche conclut que la libéralisation des échanges, plus précisément la réduction des protections tarifaires, entraîne un échange de biens identiques entre des pays similaires. De ce principe général, plusieurs modèles explicatifs du commerce intrabranche ont été développés (Krugman, Lancaster, Favley).

Les derniers modèles sont nettement plus nuancés quant aux avantages du libre-échange par rapport au protectionnisme. En effet, certaines études supposent que, sous certaines conditions, des interventions de l'État peuvent s'avérer bénéfiques. À cet égard, certaines théories démontrent que le libre-échange n'est pas toujours un système commercial optimal (Abdelmalki et Sandretto, 2011). Le tableau 1.1 regroupe les principaux avantages pour chacune de ces politiques économiques.

En conclusion, les analyses faites à partir des modèles théoriques élaborés depuis le 18^e siècle démontrent un large éventail de réponses quant à l'éternel débat entre le libre-échange et le protectionnisme (Abdelmalki et Sandretto, 2011). Ces régimes commerciaux comportent tous les deux des bénéfices et des inconvénients. Bien que la tendance mondiale actuelle se tourne plutôt vers une

réduction des mesures protectionnistes et une libéralisation des échanges, les États interviennent fortement dans les échanges à l'aide de politiques commerciales.

Tableau 1.1 : Avantages théoriques du libre-échange et du protectionnisme (Inspiré de Abdelmalki et Sandretto, 2011)

Libre-échange	Protectionnisme
Accroît l'efficacité de la production (abaissement des coûts de production)	Au service de l'enrichissement national
Améliore le bien-être	Protection et préservation des emplois
Assure la paix sociale	Gain pour les producteurs et l'État (droits de douane et quotas)
Bénéficie aux consommateurs (biens de qualité supérieure, augmentation de la diversité des produits)	Protection des industries naissantes et vieillissantes
Corrige les inégalités internationales	Réduit les risques d'une spécialisation primaire défavorable pour le pays
Contribue à réduire les injustices et disparités internationales	Réduit les risques d'une spécialisation qui n'est pas favorable
Favorise l'industrialisation et la modernisation (accroît le progrès technique et accélère la diffusion de technologie)	Protection des pays contre une concurrence internationale déloyale qui peut être préjudiciable aux pays moins développés
Au service de l'intérêt général (bénéficie à la collectivité)	Dans certains secteurs, les subventions aux exportations peuvent procurer des avantages supérieurs par rapport au libre-échange
Politique commerciale la moins risquée	Préservation de l'environnement

1.1.3 Théorie de la croissance

Selon une théorie développée par Ricardo, la *loi des rendements décroissants des facteurs de production*, il est démontré que les économies devraient mener, à long terme, à un État stationnaire. Le rendement des ressources pétrolifères suit, par exemple, ce modèle. Les coûts d'exploitation augmentent avec la diminution de la ressource, car elle est moins accessible. Des technologies plus coûteuses sont donc nécessaires pour son exploitation. Cependant, afin d'expliquer la croissance continue à long terme, des économistes, tels que Solow, Cobb et Doulgas, ont élaboré des modèles considérant le progrès technologique pour contourner les limites de cette théorie. Par exemple, l'ajout d'engrais et la mécanisation ont permis de contourner, jusqu'à présent, l'appauvrissement des sols et ainsi de maintenir la croissance des rendements agricoles. (Simon Fraser University, s. d.)

Le modèle de Solow tente donc d'expliquer la croissance à long terme à partir de l'accumulation de capital, la croissance de la population et l'augmentation de la productivité (progrès technique). Développée par Robert Solow en 1956, cette théorie de l'économie néoclassique est un des principaux modèles de la croissance économique. Solow démontre que l'État stationnaire prédit dans la *loi des rendements décroissants* n'est pas atteint grâce au progrès technique qui permet d'accroître la productivité. Ce modèle contenant des faiblesses ne tient entre autres pas compte des ressources naturelles. Les modèles de croissance découlant de la théorie de Solow ne sont alors pas valides d'un point de vue biophysique. (Simon Fraser University, s. d.)

1.2 Portrait du libre-échange

Dans le système économique néolibéral actuellement en place, la priorité est mise sur la libéralisation du commerce. L'objectif, en créant ce grand marché mondial, est d'optimiser l'allocation des ressources et la spécialisation tout en réduisant les contraintes au développement économique pour que le marché libre se régule de lui-même (Gélinas, 2015). Pour ce faire, les dirigeants des pays sont amenés à signer des accords de libre-échange où ils officialisent cette libéralisation en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires. Selon Gélinas (2015), ce phénomène repose sur quatre piliers : la dérèglementation, la privatisation, la libéralisation et la flexibilité du travail.

Selon les théories économiques, divers instruments peuvent être déployés par les États dans le but de contribuer au bien-être de la population nationale ou d'une façon plus globale au bien-être mondial. Les politiques commerciales sont des outils par lesquels les États établissent des objectifs, des actions qui définissent les mesures et les instruments adéquats pour que les échanges commerciaux internationaux participent à l'amélioration de ce bien-être (Abdelmalki et Sandretto, 2011). Ces dernières permettent aussi dans certains cas de réduire les distorsions du marché.

1.2.1 La montée du libéralisme économique

Afin de comprendre la montée du libéralisme suite à la Seconde Guerre mondiale, il est nécessaire d'examiner les politiques commerciales des années 30. De 1931 à 1948, dans la foulée de la grande crise de 1929, la croissance du commerce international a été quatre fois moins importante que celle de la production internationale. Ce faible développement s'explique par l'instauration de multiples mesures protectionnistes pour encourager l'exportation et limiter l'importation : droits de douane, contingentement des importations, mise en vigueur de système de contrôle des échanges, dépréciation des monnaies (Bécuwe, 2006). Les États, par ces politiques nationalistes, visaient à réduire le chômage dans leur pays. Il en a alors résulté un ralentissement marqué des flux d'échanges relativement à la production mondiale.

Il faudra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que la libéralisation des échanges émerge. Craignant le retour du protectionnisme et le maintien des entraves au commerce, certains États interviennent pour libérer le commerce international des politiques nationalistes protectionnistes. Il s'ensuit la création de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI). Une troisième

institution devait aussi être créée pour régir et orienter le commerce international : l'Organisation du commerce international. Celle-ci ne voit cependant pas le jour en 1948, puisque la charte de La Havane n'a pas été ratifiée par les gouvernements. (Abdelmalki et Sandretto, 2011; Bécuwe, 2006)

Au même moment, 23 pays motivés par un désir de libéralisation du commerce international entament parallèlement des négociations. Celles-ci aboutissent à un accord indépendant : l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1948. Cet accord introduit les règles de base du libre-échange en soutenant la réduction des entraves au commerce par les pays signataires. Cet accord, qualifié de première génération, s'appliquait seulement aux marchandises, à l'exclusion de certains produits tels que les produits agricoles et agroalimentaires. Il portait de plus seulement sur les barrières tarifaires, essentiellement les droits de douane. Le rôle du GATT envers les pays contractants peut se résumer en trois orientations (Bécuwe, 2006) :

1. Déterminer les règles du commerce international;
2. Résoudre les règlements de différends entre les états;
3. Encourager la réduction des barrières tarifaires.

Il s'ensuit de cet accord, une série de cycles de négociation concernant les règles du commerce international (Annexe 1). Les mesures établies lors de ces cycles de négociation dans le cadre du GATT seront considérées comme « les plus grands progrès réalisés dans la libéralisation du commerce international » (Organisation mondiale du commerce, 2015a). Après une série de cycles de négociation, 78 pays établissent un programme de révision du GATT durant le cycle d'Uruguay (1986-1994). Les négociations de ce cycle mènent à un changement et à un élargissement des règles du commerce international. Ces nouvelles règles, telles que l'ajout de la suppression des barrières non tarifaires dans les accords de libre-échange, se concrétiseront en 1995 par la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et par l'adoption de nouveaux accords (Gélinas, 2015). Sous l'influence des lobbies du milieu des affaires, l'idéologie néolibérale prend alors un virage différent qui en plus de libéraliser les marchandises, ouvre la voie aux investissements, aux services, aux produits agricoles et agroalimentaires, à la protection des brevets, etc. (Gélinas, 2015).

L'OMC est depuis ce jour la première et la seule organisation qui régir et établit les règles du commerce international. Composée de 162 membres, cette organisation, en plus d'établir les règles de base du commerce international lors de négociation, s'occupe aussi des procédures de règlements de différends. À ce jour, de multiples accords ont été ratifiés concernant le fonctionnement de cette organisation. Trois accords concernant les principes fondamentaux du commerce sont en vigueur soit, le GATT, l'accord sur le commerce des services (AGSC) et l'Accord sur les aspects des droits de propriétés intellectuelles (ADPIC) (OMC, 2015b). Deux accords concernant les procédures de règlements de différends et l'examen de la politique commerciale des gouvernements ont aussi été ratifiés permettant la mise en application d'un pouvoir discrétionnaire. Les règles fondamentales de l'OMC sont les suivantes : la non-discrimination, la réciprocité, l'abolition des restrictions quantitatives et la loyauté du commerce

(Abdelmalki et Sandretto, 2011; OMC, 2015b). L'adhésion des pays à ce nouveau type de commerce a accordé un pouvoir international sans précédent à l'OMC qui dépasse celui de l'ONU.

Les derniers échecs lors des négociations de cette organisation internationale, dus entre autres au refus de certains pays, particulièrement ceux en voie de développement, d'ouvrir leur marché à la concurrence féroce des produits agricoles étrangers, ont engendré une prolifération des accords de libre-échange bilatéraux. À ce jour, on retrouve plus de 500 accords de ce type à travers le monde.

La réticence de certains pays à se joindre au mouvement néolibéral révèle qu'un marché concurrentiel global ne fait pas l'unanimité. Ce qui soulève de multiples questionnements. L'État doit-il intervenir? Si oui, quelle forme d'intervention est admissible et raisonnable? Comme il a été expliqué auparavant, nombreux sont les arguments en faveur du libre-échange et du laisser-faire. Cependant, de nombreux spécialistes défendent aussi les avantages d'une intervention de l'État pour maximiser le bien-être de la population et réduire les défaillances du marché.

1.2.2 Distorsions du marché

Dans une concurrence parfaite, telle qu'imaginée par les théoriciens, le marché ne contient aucune distorsion. Cependant, les marchés réels dissimulent de nombreuses défaillances provoquées par un déséquilibre dans l'attribution des ressources économiques. Ces distorsions sont un argument majeur en faveur d'une intervention de l'État dans la sphère économique.

Les externalités, plus spécifiquement, sont des phénomènes de distorsions où les activités d'un agent provoquent, à cause de leur dépendance, un impact sur le bien-être, sur les activités ou sur le profit d'un autre agent sans toutefois qu'il n'y ait de contrepartie monétaire. Bien évidemment, les effets peuvent être autant positifs, tels qu'une synergie entre les activités, que négatifs, comme la pollution (Abdelmalki et Sandretto, 2011; Bécuwe, 2006). Ces phénomènes échappent néanmoins à l'évaluation par le marché, compte tenu de leur caractère externe. Il s'agit donc d'un défaut du marché qui provoque des déséquilibres économiques, car personne ne s'acquitte des coûts de ces répercussions.

Ce défaut d'allocation peut être contrôlé grâce à certains outils économiques. On appelle internalisation, lorsque le coût de l'externalité est pris en considération dans le marché, dans le but de rétablir le prix réel. Pour y parvenir, l'État peut intervenir à l'aide d'instruments politiques. Cependant, la mise en place d'instruments (droits de douane, contingentement, taxes, subventions, etc.) pour prévenir ce dysfonctionnement peut à son tour provoquer des distorsions (Bécuwe, 2006). Dans le but de minimiser les effets négatifs des interventions de l'État, des politiques commerciales basées sur des interventions stratégiques sont généralement établies.

1.2.3 Instruments de protection

Les instruments de protection permettent de contrôler les exportations et les importations et ainsi d'ajuster les dysfonctionnements du marché tel que la présence d'externalités ou d'un marché oligopolistique ¹ (Abdelmalki et Sandretto, 2011; Bécuwe, 2006). Ceux-ci sont traditionnellement regroupés en deux catégories : les barrières tarifaires (protection tarifaire et paratarifaire) et les barrières non tarifaires dites « dures » (quotas, embargos, blocus, prohibitions d'importation ou d'exportation, etc.) ou « douces » (obstacles techniques, programmes de préférence nationaux, protectionnisme monétaire, etc.) (Abdelmalki et Sandretto, 2011). Le tableau 1.2 illustre les effets des instruments protectionnistes utilisés par les États.

Bien que les impacts soient majoritairement prévisibles et connus, il est complexe de déterminer exactement l'ampleur et les conséquences que les instruments de protection auront. La combinaison d'instruments de protection peut, par exemple, créer une synergie et ainsi multiplier les effets. Bref, vu la diversité des impacts provoqués par ces instruments de protection, il reste difficile de démontrer de façon indubitable leur impact positif. Comme le mentionnent Abdelmalki et Sandretto (2011), « si les marchés sont imparfaits, les politiques sont aussi imparfaites que les marchés ».

1 Marché oligopolistique : « Forme de marché dans lequel un très petit nombre d'entreprises ont le monopole de l'offre d'une marchandise ou d'un service et sont ainsi soustraites au régime de libre concurrence » (Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, 2012).

Tableau 1.2 : Instruments de politiques commerciales et leurs conséquences en concurrence pure et parfaite (Inspiré de Bécuwe, 2006)

Instruments	Conséquences				
	Effet de production	Effet de consommation	Effet sur les importations/exportations	Effet sur les recettes publiques	Effet de redistribution
Droits de douane	Croissance de la production domestique	Réduction de la consommation (demande)	Réduction des importations	Augmentation des recettes perçues par l'État	Redistribution au profit des producteurs et au détriment des consommateurs
Subvention à la production	Croissance de la production domestique	La demande reste inchangée	Réduction des importations	Coût pour l'État	Redistribution du revenu au profit des producteurs
Taxe à la consommation	La production reste inchangée	Réduction de la consommation (demande)	Réduction des importations	Augmentation des recettes perçues par l'État	Pas de redistribution du revenu
Subvention à l'exportation	Croissance de la production domestique	Réduction de la consommation (demande)	Augmentation des exportations	Coût pour l'État	Redistribution au profit des producteurs et au détriment des consommateurs
Quotas (contingent à l'exportation)	Croissance de la production domestique	Réduction de la consommation (demande)	Réduction des importations	L'État ne perçoit pas de recette	Redistribution au profit des producteurs et au détriment des consommateurs

2. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable (DD), de façon générale, est un concept à la jonction de l'environnement, de la société et de l'économie. Il s'agit d'un sujet fortement complexe. Il importe donc pour bien comprendre son rôle dans le commerce international et les débats qui l'entourent de définir certains éléments et concepts de base de cette approche.

2.1 Historique

Afin de bien discerner les enjeux du développement durable et sa place sur la scène internationale, un retour sur les événements décisifs qui ont conduit à son émergence et à son développement est de mise. C'est pourquoi une révision chronologique des dates déterminantes dans l'avènement du concept de développement durable s'impose. La frise du temps en Annexe 2 synthétise les dates marquantes de son évolution.

2.1.1 Mouvement de protection de l'environnement

Le courant militantiste de préservation et de protection des milieux naturels supporté par des naturalistes, tels que John Muir (1838-1914) et Aldo Leopold (1887-1948) à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle a fortement influencé l'émergence du mouvement environnementaliste contemporain. Cette idéologie inspire en 1948 la création de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (Union internationale pour la conservation de la nature [UICN], 2014). Une vingtaine d'années plus tard (1966), c'est au tour du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à voir le jour. Cet autre organe des Nations-Unies est créé à partir de la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial des Nations Unies (Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], 2016).

2.1.2 Limite de la croissance

Ce n'est cependant qu'en 1972 que les principes fondateurs du développement durable commencent à se manifester. La publication du rapport *Halte à la croissance* par Meadows et Meadows, commandé par le Club de Rome, soulève de nombreux questionnements sur la finitude des ressources naturelles et sur les dangers de la croissance économique (Meadows, Meadows, Randers et Behrens, 1972). Les analyses de ce rapport font le procès de la croissance en révélant les limites biophysiques des écosystèmes terrestres. L'objet de cette étude visait l'analyse des effets, sur la croissance, de cinq facteurs critiques : l'explosion démographique, la production alimentaire, l'industrialisation, l'épuisement des ressources naturelles et la pollution (Meadows et al., 1972). Bien que ce texte ne sera pas adopté et accepté unanimement, il survient à l'apogée des 30 glorieuses (1950-1980), période de croissance économique et de libéralisation du commerce sans précédent laissant croire qu'elle pouvait être sans limites (Figuière, Boidin et Diemer, 2014). Pour cela, le rapport *Halte à la croissance* ébranle la vision traditionnelle de la croissance, tellement soutenue pendant des décennies. Par ailleurs, cela soulèvera des questions quant

aux modèles de croissance continue à long terme de Solow qui ne considère pas les limites biophysiques des milieux naturels.

2.1.3 Apparition de l'écodéveloppement

En 1972, au cours de la même année, a lieu la première conférence des Nations-Unies à Stockholm sur l'environnement qui sera considérée comme le premier Sommet de la Terre. Deux moments marquants surviennent durant cet événement : la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la première évocation de l'écodéveloppement. Ce courant de pensée sur la place de l'environnement au sein du développement des nations est proposé par Ignacy Sachs et Maurice Strong (Figuère et al., 2014).

Le projet d'écodéveloppement, à l'opposé du développement durable, remet en question la place de l'économie dans le système actuel et propose une rupture avec le laisser-faire économique. Ses principes, bien que basés, tout comme le DD, sur la conciliation d'objectifs sociaux, environnementaux et économiques, proposent une hiérarchisation de ces trois dimensions. À travers une vision anthropocentriste, l'objectif ultime de ce développement est avant tout social et éthique. En raison de son caractère idéaliste et du manque de volonté de remettre en question le système, l'écodéveloppement s'est avéré un principe moins adéquat que le développement durable. (Figuère et al., 2014)

2.1.4 Apparition du développement durable

Quelques années plus tard, en 1974, la Déclaration de Coyoco, issue du Sommet de Coyoco (Mexique), est publiée. Ce n'est toutefois qu'en 1980, dans le rapport *World conservation strategy* préparé par l'UICN que le terme développement durable est énoncé pour la première fois. Il ne sera cependant pas popularisé à ce moment (Figuère et al., 2014).

En 1982 a lieu le sommet de Nairobi (Kenya). Ce deuxième Sommet de la Terre est à l'origine de la Charte mondiale de la nature. Un an plus tard, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED) est créée. Cette organisation a comme mandat d'établir un programme global de changement autour de la problématique de l'environnement et du développement. Il en résulte en 1987 la publication du rapport *Notre avenir à tous*, aussi appelé *Rapport Brundtland*. Bien que de nombreuses critiques soient émises, telles qu'aucune distinction n'est faite entre les termes développement et croissance, qu'il n'y a pas de position de soutenabilité (faible vs forte) et qu'il n'y a pas de base théorique détaillée, c'est cette définition du développement durable qui s'impose et qui est généralisée (Figuère et al., 2014).

De la fin des années 1980 jusqu'au début des années 1990, une prise de conscience internationale sur l'impact et l'importance des changements climatiques s'opère. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est créé en 1988 par le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale. Quelques années plus tard (1994), la Convention-cadre sur les changements climatiques est mise en

place. Par la suite, en 1997, la Conférence de Kyoto et la signature du protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont lieu (Figuère et al., 2014).

Entre temps, le sommet de la Terre de Rio en 1992, considéré comme le sommet le plus important, est organisé. Une déclaration, trois conventions ainsi qu'un plan d'action y sont élaborés : la Déclaration de Rio, la Convention sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique, la Convention sur la désertification et l'adoption du plan d'action Agenda 21. Une autre conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) aura lieu en 2012. Cet événement mènera à la publication du rapport *Notre avenir à tous*, faisant la promotion d'une croissance verte grâce aux technologies environnementales (Figuère et al., 2014).

Finalement, en 2000 sont établis les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (Organisation des Nations-Unies [ONU], 2015a). Ces derniers sont ensuite renouvelés et bonifiés en 2015 pour former les 17 Objectifs de Développement durable (ODD) (Dietz et Neumayer, 2007).

2.2 Définition du développement durable

Une des grandes difficultés et critiques qui est faite au développement durable est sa généralité et son imprécision. On retrouve en effet plus d'une centaine de définitions de ce concept. Cette multitude d'interprétations possibles fait cependant sa force et sa popularité (Dietz et Neumayer, 2007). Malgré d'importantes divergences, certains éléments communs peuvent être relevés, tels que (Kestemont, 2010) :

- Le souci d'équité envers les générations futures
- L'identification de trois dimensions : économique, sociale et environnementale
- Une vision à différentes échelles (locale, régionale, mondiale)
- La prise en considération de l'imprévisibilité des répercussions de nos actions
- La reconnaissance de la contribution de la participation du public
- La reconnaissance de la nécessité des considérations éthiques

La définition la plus popularisée et celle adoptée par les grandes institutions internationales (BM, OMC, ONU, etc.) est assurément celle du rapport Brundtland : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (Commission mondiale pour l'environnement et le développement [CMED], 1987). Cette définition s'imposera de par sa large interprétation. Par ailleurs, elle sera aussi rapidement admise, à l'opposé de l'écodéveloppement, car elle permet d'internaliser les impacts environnementaux tout en ne remettant pas en cause l'économie de marché.

2.3 Théories

L'analyse du développement durable est généralement basée sur les possibilités de développement et d'amélioration du bien-être pour les générations futures. Pour ce faire, l'approche par capitaux est utilisée

par de nombreux pays ainsi que par le Québec pour évaluer la soutenabilité du développement et ainsi assurer le bien-être des générations futures (Neumayer, Dietz et Atkinson, 2007; Institut de la statistique du Québec, 2011). Selon l'Institut de la statistique du Québec (2015), le capital se définit comme « une richesse dont il est possible de retirer du bien-être suite à la consommation des biens et services qu'il procure ».

Généralement, la capacité de fournir un bien-être se résume conceptuellement en cinq types de capitaux : produit, naturel, humain, social et financier (Pelenc et Ballet, 2015). Du point de vue du capital naturel, la nature n'existe qu'en référence à l'utilisation qu'en font les populations. Par conséquent, la valeur intrinsèque de la nature et des écosystèmes n'est pas considérée (Abdelmalki et Mundler, 2010).

Bien que les différentes interprétations du DD reconnaissent des aspects éthiques tels que des jugements et des critères moraux, la définition du capital naturel est particulièrement critique dans l'interprétation de cette théorie. À vrai dire, la substituabilité du capital naturel est à la base des deux principaux paradigmes du DD. Les tenants de la soutenabilité faible affirment que le bien-être humain peut être maintenu par la substitution du capital naturel par le capital produit. Tandis que dans l'approche de soutenabilité forte, la substitution du capital naturel ne peut être que partielle. (Dietz et Neumayer, 2007; Pelenc et Ballet, 2015)

2.3.1 Soutenabilité faible

Le premier modèle de soutenabilité, la soutenabilité faible, provient des économistes néoclassiques. Il s'agit, en quelque sorte, d'une extension de la théorie de la croissance. L'objectif est de maintenir et si possible d'améliorer le bien-être individuel dans le temps, pour les générations futures. Le stock de capital, c'est-à-dire sa valeur totale, doit donc rester au moins égal à celui des générations présentes. Pour y parvenir, les tenants de cette philosophie misent sur une substitution entre les différents capitaux, c'est-à-dire que la diminution d'un stock de capital peut être compensée par l'accroissement d'un autre (Abdelmalki et Mundler, 2010). En d'autres mots, l'épuisement du capital naturel serait compensé par une augmentation de la production, et donc, du capital produit ou du capital financier. Ce modèle implique entre autres que le progrès technique offre la possibilité de substitution entre ces capitaux. Ainsi, la dégradation de biens et de services écologiques serait compensée par de nouvelles solutions techniques (Pelenc et Ballet, 2015; Vivien, 2009). Autrement dit, comme l'explique Solow dans son modèle de croissance à long terme, la raréfaction d'une ressource causerait une augmentation de son prix sur le marché encourageant ainsi le développement d'alternatives technologiques moins coûteuses. Les éventuels substituts technologiques seraient donc développés seulement quand le prix le justifierait, c'est-à-dire lorsque ce serait rentable (Kestemont, 2010; Vivien, 2009).

D'importantes critiques sont faites sur ce modèle de développement durable. Tout d'abord, il est présumé dans cette théorie que le capital naturel produit exactement le même type de bien-être que le capital produit. Deuxièmement, la majorité des impacts environnementaux ne sont actuellement pas régulés par le marché tout comme les biens et les services : il n'y a donc pas de contrepartie monétaire. Il est bien sûr

possible de répondre à cette problématique en internalisant ces coûts. Cela implique toutefois l'intervention de l'État pour assurer le fonctionnement optimal du marché (Kestemont, 2010).

2.3.2 Soutenabilité forte

À l'opposé, le modèle de soutenabilité forte, défendu entre autres par les économistes écologiques, affirme la nécessité de maintenir un stock de capital naturel critique (CNC) dans le temps. En réalité, dans cette vision du DD, le capital produit n'est pas considéré comme un substitut au capital naturel, car ce dernier possède certaines particularités (Dietz et Neumayer, 2007; Pelenc et Ballet, 2015; Vivien, 2009).

Le capital naturel se caractérise, tout d'abord, par un phénomène d'irréversibilité et par un point de rupture. Il se distingue aussi par une multitude de systèmes complexes et d'interactions qui offrent une foule de services simultanément. Par exemple, un seul écosystème peut fournir des services de prélèvement (ex. poissons dans une rivière), des services de régulation (ex. filtration de l'eau), des services culturels (ex. baignade) et des services d'auto-entretien (ex. maintien de l'écosystème, des conditions climatiques, etc.) qui ne peuvent être reproduits (Dietz et Neumayer, 2007; Millennium Ecosystem Assessment [MEA], 2005; Pelenc et Ballet, 2015). Ce sont ces interdépendances retrouvées dans les écosystèmes qui génèrent les biens et les services utilisés par la société. D'autre part, le capital naturel ne peut être substitué, car il est nécessaire à la production du capital produit. En somme, toutes ces caractéristiques font que le capital naturel n'est pas substituable, mais plutôt complémentaire au capital produit.

Pour parvenir à une soutenabilité forte, certaines conditions doivent alors être respectées. D'abord, le taux d'exploitation des ressources renouvelables doit être égal ou plus faible au taux de régénération. Puis, l'émission de déchets et de pollution dans l'environnement ne doit pas dépasser la capacité de réception du milieu naturel dans lequel ils sont émis. Finalement, le taux d'exploitation des ressources naturelles non renouvelables doit être réalisé à un rythme équivalent à leur substitution par des ressources renouvelables. (Vivien, 2009)

À l'encontre de ce qu'on pourrait croire, cette approche ne soutient pas la préservation de tous les écosystèmes tels qu'ils le sont, mais seulement la conservation de ceux qui jouent un rôle-clé. De ce fait, la notion de capital naturel critique est utilisée comme indicateur pour identifier les écosystèmes qui doivent être maintenus en fonction de leur capacité à offrir des biens et services écologiques. Cet indicateur, établi en fonction des réalités économiques, sociales et environnementales de chaque pays, marque le seuil de dégradation maximal pour le maintien des fonctions écologiques des écosystèmes qui sont critiques au bien-être (Pelenc et Ballet, 2015). Cependant, l'évaluation de ce critère est complexe et sujette à débat en raison du manque de connaissance des milieux naturels et des considérations écologiques, sociales, politiques et éthiques.

À travers l'approche de soutenabilité forte, deux grandes critiques sont faites au modèle de soutenabilité faible. D'abord, le rôle central que doit prendre le progrès technique. Bien que les technologies apportent

de nouvelles solutions, elles induisent aussi de nouveaux problèmes et elles ne peuvent donc pas, à elles seules, défier les limites de la croissance (Vivien, 2009). Par la suite, selon les tenants de ce modèle, une augmentation de la production n'est pas un substitut approprié au capital naturel, car il restreint la liberté des générations futures : elles n'auront pas le choix de vivre dans un environnement sans pollution (Pelenc et Ballet, 2015).

En conclusion, Vivien (2009) expose d'une façon très intéressante le débat entre la soutenabilité faible et la soutenabilité forte :

« Les conflits qui opposent alors les acteurs ne portent pas uniquement sur la valeur des choses et ne se règlent pas [seulement] par la fixation de prix. Les oppositions portent aussi sur les visions du monde, les intérêts défendus, les pouvoirs et les ressources dont disposent les uns et les autres. »

2.4 Développement durable, croissance et libre-échange

Certes, l'objectif du développement durable d'augmenter le bien-être de la population mondiale sans mettre en péril les écosystèmes et les fonctions qu'ils fournissent est honorable. Cependant, il s'agit d'un défi de taille dans un système toujours plus globalisé et en pleine croissance. La mondialisation pourrait paradoxalement être une opportunité vers l'atteinte de cet objectif. Théoriquement, les échanges internationaux pourraient renforcer la mise en place d'un développement soutenable en favorisant la réduction de la pauvreté et, dans un même temps, la protection de l'environnement. Cependant, les relations internationales actuelles se situent plutôt à l'opposé des principes soutenus par le DD et de nombreux défis sont à relever tels que les différends politiques, culturels et géographiques (Neumayer et al., 2007).

Bien que l'objectif de l'étude présente soit d'investiguer la relation entre les échanges internationaux et la qualité de l'environnement, le rôle de la croissance économique est un maillon-clé dans ce processus. Il est donc inévitable d'aborder la croissance comme un précurseur de la discussion sur le libre-échange (Copeland et Taylor, 2003).

2.4.1 Croissance et environnement

Afin de conceptualiser les effets de la croissance sur la qualité de l'environnement, un modèle a été avancé par Grossman et Krueger. Cette théorie propose trois mécanismes par lesquels la croissance, les échanges et la libéralisation des investissements influencent l'environnement : l'effet d'échelle, l'effet de composition et l'effet technique. L'effet d'échelle se produit lorsque la libéralisation du commerce entraîne une expansion et une accélération de l'activité de production occasionnant aussi la dégradation de l'environnement. Quand l'augmentation des échanges mène à la spécialisation et à la modification des activités économiques où l'État possède un avantage comparatif, on parle d'effet de composition. Finalement, l'effet technique se caractérise par un changement vers des technologies de production plus performantes et souvent moins polluantes. (Copeland et Taylor, 2003; Abdelmalki et Mundler, 2010; Neumayer et al., 2007)

Ces mêmes chercheurs ont observé une relation entre la croissance économique (produit intérieur brut (PIB)) et la pollution. Ils ont émis l'hypothèse que la dégradation de l'environnement augmente dans les premières étapes de développement d'un pays jusqu'à l'atteinte d'un point de rupture où les dommages environnementaux régressent suivant le modèle établi par Kuznets (Figure 2.1).

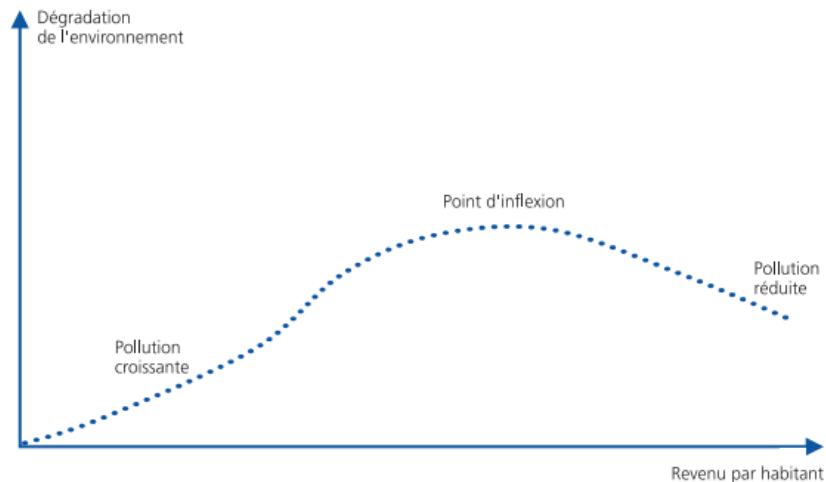


Figure 2.1 : Courbe environnementale de Kuznets (Tiré de OMC, 1999)

La relation de ce modèle, appelé la courbe environnementale de Kuznets (EKC pour environmental kuznets curve), s'explique par l'interaction entre l'effet de composition et l'effet technique à mesure que la croissance augmente. Cela implique un changement dans la composition des industries. Cette transition se caractérise par le transfert vers des activités moins polluantes, l'amélioration des technologies ainsi que l'implantation de règlements environnementaux. Ainsi, l'effet de composition et l'effet technique compensent l'augmentation de la production (effet d'échelle) (Copeland et Taylor, 2003; Neumayer et al., 2007). Cette hypothèse a rapidement été adoptée par la classe politique pour justifier et soutenir la libéralisation des échanges et reporter, par le fait même, les préoccupations environnementales à plus tard. Cependant, en raison des évidences empiriques faibles et limitées, le consensus scientifique est quant à lui loin d'être atteint (Neumayer et al., 2007). De nombreuses limites et critiques à ce modèle sont soulevées. Parmi celles-ci, on retrouve la validité du modèle : cette dernière n'est démontrée que pour certains polluants spécifiques localisés. Finalement, une des failles majeures de cette théorie est qu'elle dépend fortement de la cause (source de la croissance) et de la réponse politique suivant la hausse des (Copeland et Taylor, 2003; Abdelmalki et Mundler, 2010).

2.4.2 Libre-échange et environnement

À l'instar du modèle EKC, il n'y a pas de consensus scientifique sur les répercussions du libre-échange sur l'environnement. Théoriquement, les effets du libre-échange sur la qualité de l'environnement dépendent de multiples facteurs : les avantages comparatifs des pays, les politiques en place, l'importance des revenus et l'effet de substitution. Les impacts de la libéralisation diffèrent donc fortement

entre les États, rendant impossible d'offrir une réponse universelle pour tous les pays (Copeland et Taylor, 2003). C'est pourquoi il est complexe de déterminer si le libre-échange est nuisible ou bénéfique pour l'environnement.

En réalité, ce n'est pas la libéralisation des échanges qui cause des problèmes environnementaux, mais plutôt les instruments politiques en place qui sont inappropriés. En général, comme les échanges ont lieu entre des pays qui ont des politiques environnementales inadéquates, la libéralisation est une source d'amplification des problèmes environnementaux (Copeland et Taylor, 2003). Pour contrer cela, une réforme des politiques environnementales doit être planifiée lors de l'élaboration d'accords de libre-échange. Les impacts sur l'environnement peuvent assurément être réduits si les gouvernements sont motivés et impliqués.

2.4.3 Impacts des réglementations environnementales

Selon la théorie des avantages comparatifs, une différence dans la réglementation des pays en matière de pollution constitue un avantage : avantage dans sa capacité à polluer, c'est-à-dire dans sa capacité à se soustraire aux contraintes de la réglementation en matière d'environnement. Dans ce cas, théoriquement, l'effet de composition sur les échanges provoquerait une intensification des problèmes environnementaux dans le pays possédant la réglementation la plus laxiste. La libéralisation des échanges entre un pays développé et un pays en développement (PED) possédant des normes environnementales moins strictes peut par exemple provoquer une intensification des activités causant une pollution importante (Neumayer et al., 2007). Pour ces motifs, les opposants au libre-échange clament que la libéralisation du commerce résulterait en une migration massive des industries très polluantes vers les PED ayant des standards environnementaux plus bas. Cependant, peu d'évidences démontrent à ce jour la présence de havres pour les pollueurs. On constate plutôt une corrélation entre l'augmentation du PIB d'un pays et la diminution de l'exportation de produits fortement polluants (Copeland et Taylor, 2003; Neumayer et al., 2007).

Un impact positif non négligeable de la réglementation et de la régulation est l'innovation qu'elle inspire. Afin de réduire la dégradation et les dommages causés à l'environnement, les compagnies sont obligées et encouragées à innover grâce aux normes en place. En plus d'atteindre de plus hauts standards environnementaux, la réglementation provoque généralement une réduction des coûts (meilleure productivité et réduction des matières premières) et augmente ainsi la compétitivité de ces compagnies. (Neumayer et al., 2007)

En définitive, il est difficile de démontrer empiriquement si le libre-échange et la croissance sont bénéfiques ou néfastes pour l'environnement. Les effets du libre-échange sur l'environnement sont mixtes et complexes à isoler et à analyser.

2.5 Institutions internationales et développement durable

Les organisations internationales démontrent aussi un intérêt certain pour le développement durable. Par exemple, au sein de l'OMC le DD est considéré comme un élément incontournable. En plus d'être présent dans l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce, ce principe est un objectif qui est retrouvé dans la majorité des négociations en cours (OMC, 2016a). Plusieurs incohérences sont néanmoins présentes au sein de ces organisations internationales.

En premier lieu, la majeure partie des règles et des accords dans le domaine environnemental a été élaborée à l'extérieur du cadre de l'OMC (Abdelmalki et Mundler, 2010). Les lois extrêmement restrictives de l'OMC empêchent donc les États d'agir et d'établir des politiques environnementales efficaces. Donc, la majorité des règles de l'OMC ont prééminence sur les accords mis en œuvre, laissant peu de pouvoir aux nations pour intervenir (Abdelmalki et Mundler, 2010).

De plus, des incohérences sont aussi présentes au sein de l'Organisation des Nations Unies. Alors que le modèle du développement durable encourage l'unification des sphères environnementale, économique et sociale, on constate un éclatement dans les institutions onusiennes. Il est possible de le constater à travers la division de ses différents organes: PNUD et PNUE. On dénote aussi un manque évident d'outils influents pour faire respecter les engagements qui sont pris (Abdelmalki et Mundler, 2010).

3. AGRICULTURE

Les impacts du libre-échange sur l'environnement sont nombreux. La présente étude se concentre sur les impacts environnementaux des accords de libre-échange dans le domaine agricole. Plusieurs raisons soutiennent ce choix comme sphère d'analyse. Tout d'abord, le milieu agricole est un des secteurs les plus polluants (génération de GES, pollution par les produits chimiques, destruction de milieux naturels, etc.). Il est par conséquent intéressant d'analyser le modèle agricole soutenu à travers les ALE. Encore aujourd'hui, les produits agricoles sont fortement protégés et leur libéralisation est une source de discorde. Certains États désirent exclure ce secteur du libre-échange dans le but de protéger leur sécurité alimentaire tandis que d'autres considèrent que chaque État est gagnant dans l'ouverture de ce marché qui, selon eux, permettra de réduire le prix des denrées alimentaires (Trouvé, 2015).

L'agriculture a comme objectif fondamental de répondre à la demande alimentaire mondiale au prix le plus raisonnable possible. Cependant, au cours des 50 dernières années, la population a presque doublé et le prix de la production agricole per capita a augmenté de 25 % (Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2016). Dans un contexte où une quantité croissante d'ALE inclut des produits agricoles et où les négociations de l'OMC tendent vers une libéralisation plus importante de ce commerce, il devient primordial de comprendre les motivations des gouvernements à prendre ce virage, tout comme les implications et les impacts qui pourraient en résulter. Est-ce que l'agriculture industrielle et sa libéralisation sont réellement profitables aux citoyens? N'est-elle pas plus profitable aux compagnies transnationales? Assiste-t-on à une financiarisation de l'alimentation?

Pour toutes ces raisons et pour bien saisir les impacts environnementaux du secteur agricole, une analyse des relations et des interactions entre l'agriculture, l'environnement et le libre-échange est nécessaire. La première section de ce chapitre état de la situation dans le secteur agricole. Dans un deuxième temps, les impacts environnementaux négatifs générés ainsi que les piliers du modèle de production sont expliqués. Finalement, la soutenabilité des méthodes adoptées par la majorité des producteurs est analysée et un portrait du secteur agricole et agroalimentaire canadien est dressé.

3.1 Portrait du secteur agricole

Les méthodes d'agriculture moderne aussi dite agriculture industrielle ou agriculture intensive ont été développées et généralisées suite à la Deuxième Guerre mondiale. Cette période de transition (1960-1990) surnommée la révolution verte (Green révolution) se distingue d'abord par un virage technologique majeur (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], 2015). Ce dernier se caractérise par des progrès scientifiques importants dans le secteur chimique (fertilisants, engrais minéraux, pesticides), par des progrès techniques (mécanisation des méthodes, telle que l'irrigation) ainsi que par le développement de variétés dites à haut rendement (FAO, 2015). Ces techniques ont été considérées comme révolutionnaires grâce à l'augmentation exceptionnelle de la productivité. Il est

présupposé que ces avancements ont fortement contribué à l'évitement de famines et qu'ils ont ainsi permis une croissance démographique mondiale inouïe (FAO, 2015).

Les pâturages et les cultures représentent la majeure surface d'utilisation anthropique du sol. En 2013, ils occupaient près de 38 % de la surface (Banque mondiale [BM], 2016). Actuellement, cette occupation est majoritairement représentée par l'agriculture moderne. Dans les PED, on retrouvait en 2007 seulement 10-15 % de terres cultivées avec des méthodes d'agriculture traditionnelles (Neumayer et al., 2007). Ceci s'explique par une transition marquée vers des pratiques industrielles. Ce virage agricole, bien qu'il soit reconnu pour offrir une productivité supérieure, n'est cependant pas sans impacts.

3.1.1 Impacts environnementaux de l'agriculture intensive

Avant la Révolution verte, le système agricole était stable et il était basé sur des principes d'autosuffisance. Majoritairement conçues selon une vision de cycle fermé et basées sur les connaissances traditionnelles de l'écologie des espèces, ces pratiques étaient indépendantes des ressources externes et adaptées aux conditions locales (Neumayer et al., 2007). Le cycle de production de l'agriculture moderne est, quant à lui, ouvert et à l'opposé du modèle traditionnel (Annexe 3). En effet, l'agriculture industrielle soutient un mode de production en monoculture, faible en diversité (Trouvé, 2015). Ces cultures nécessitent un apport important d'intrants chimiques (engrais, pesticides) ainsi qu'une importante irrigation. Les déchets agricoles sont exportés au lieu d'être réutilisés sur place et la mécanisation des activités provoque une dépendance marquée aux énergies fossiles (Trouvé, 2015). Ce type de production se caractérise aussi par l'absence de variétés adaptées aux conditions locales et par une faible diversité d'espèce.

Ce système de production provoque de multiples impacts négatifs fortement interreliés et complexes, rendant les conséquences à long terme difficiles à quantifier. Il est ainsi important de les comprendre dans leur ensemble et d'identifier, au mieux des connaissances actuelles, les interactions présentes, les effets, les conséquences et les risques de ce mode de production. (Figure 3.1).

écologiques. À titre indicatif, à l'échelle mondiale, la combinaison de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche est la principale source de la perte de biodiversité (FAO, 2015). Une faible variété d'espèces affecte ensuite la compétition et la lutte naturelle entre les insectes prédateurs, offrant un buffet aux insectes ravageurs. Ceci encourage alors une utilisation supplémentaire de pesticides pour assurer la survie des champs, et ainsi de suite. Déconnecté complètement des écosystèmes et des cycles naturels, ce type d'agriculture détériore les sols, pollue l'eau et dégrade la biodiversité contribuant de plus en plus à la crise écologique (Trouvé, 2015).

La mécanisation des activités est aussi une pratique nuisible. En plus d'émettre d'importants volumes de GES, cette consommation de carburant entretient la dépendance aux énergies fossiles. Selon le GIEC, le secteur agricole est actuellement responsable de 10 % à 15 % des émissions mondiales de GES (Trouvé, 2015). La mécanisation cause de surcroît la compaction des terres arables, entraînant un changement dans la structure du sol. Il en résulte un appauvrissement de sa qualité à cause d'une érosion prématurée et accélérée.

Finalement, la problématique prédominante de ce système de production est la dégradation et la perte de qualité des sols. Il est admis et démontré que les pratiques intensives, spécialement l'utilisation massive de produits chimiques, réduisent à long terme la fertilité des terres et donc la productivité agricole. Selon la FAO (2015), le quart des sols cultivables est déjà hautement dégradé, réduisant par conséquent la superficie potentielle de la culture. La carte à l'Annexe 4 illustre l'intensité de la dégradation du sol causée par les activités anthropiques.

De toute évidence, les externalités négatives de ce secteur, regroupées dans le tableau 3.1, sont considérables et ils s'amplifieront avec la croissance de la production dans les PED. Au-delà des impacts environnementaux, ce modèle de production agricole affecte directement la qualité de la ressource de base : la terre (FAO, 2015). Ce qui est paradoxal, c'est qu'au final, c'est la terre et sa capacité à produire à long terme qui sont affectées (Trouvé, 2015).

Tableau 3.1 : Synthèse des caractéristiques de l'agriculture industrielle et de ses impacts environnementaux

Caractéristiques/attributs de l'agriculture industrielle	Impacts environnementaux
Utilisation d'intrants chimiques	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'eau, de l'air et des sols • Perte de biodiversité • Détérioration de la qualité du sol • Perte d'habitat naturel et de niche écologique
Grande culture	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de biodiversité • Détérioration de la qualité du sol • Perte d'habitat naturel et de niche écologique • Facilite la propagation de maladies et de ravageurs

Tableau 3.1 : Synthèse des caractéristiques de l'agriculture industrielle et de ses impacts environnementaux (suite)

Caractéristiques/attributs de l'agriculture industrielle	Impacts environnementaux
Monoculture	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'eau, de l'air et des sols • Perte de biodiversité • Détérioration de la qualité du sol • Perte d'habitat naturel et de niche écologique • Facilite la propagation de maladies et de ravageurs • Réduction du nombre d'espèces/variétés (homogénéisation due aux exigences des compagnies)
Mécanisation des pratiques	<ul style="list-style-type: none"> • Compaction du sol • Émission de GES • Utilisation d'énergies fossiles

3.1.2 Soutenabilité du modèle agricole

Dans le but d'analyser la soutenabilité du modèle agricole moderne, il est d'abord nécessaire de définir ce concept. La définition d'un modèle soutenable ne cependant pas consensus auprès de la communauté scientifique (Neumayer et al., 2007). Tout comme la définition du développement durable, on retrouve de multiples définitions de l'agriculture soutenable. Il est cependant possible d'isoler six attributs caractérisant une agriculture durable (Neumayer et al., 2007) :

1. Intégrité intergénérationnelle
2. Préservation des ressources de base de l'agriculture
3. Protection de la biodiversité
4. Garantie de la viabilité économique (amélioration des opportunités d'emploi dans le secteur agricole et préservation des communautés rurales)
5. Production suffisante d'aliments de qualité pour la société
6. Contribution globale au développement durable

Remplir tous ces critères de soutenabilité peut sembler impossible et utopique. C'est pourquoi la durabilité des rendements des produits agricoles est couramment utilisée pour définir la soutenabilité d'un modèle. Bien que le maintien des rendements soit le critère de base employé, de nombreuses autres caractéristiques devraient être considérées, telles que les conséquences sociales et environnementales (Neumayer et al., 2007).

Le portrait de l'agriculture industrielle, dressé dans la section précédente, démontre qu'il ne s'agit pas d'un modèle durable en matière d'environnement (Figuère et al., 2014). C'est pourquoi le recours à long terme à ces pratiques de production est fortement remise en question par les scientifiques qui constatent

les impacts environnementaux et sociaux, sur la santé publique et sur les communautés rurales (Neumayer et al., 2007). Les conditions de production actuelles contribuent à la crise écologique et accélèrent la perte de productivité et de rendement des sols à long terme, pour les générations futures. Ce type de production ne pourra donc pas être soutenu indéfiniment.

Cependant, les multinationales misant sur un développement durable faible estiment que les innovations, le progrès scientifique et les avancées techniques permettront de soutenir une croissance dans ce secteur sans que la nature et le climat écopent (Figuière et al., 2014; Trouvé, 2015). À titre d'exemple, les objectifs de DD de Monsanto démontrent parement cette vision indissociable des ressources externes : (1) produire plus grâce aux semences améliorées; (2) préserver plus grâce au développement de semences moins exigeantes en ressources; (3) améliorer la qualité de vie des producteurs (Monsanto, 2015).

Au final, les méthodes de production industrielle, coûteuses en investissement, encouragent une augmentation maximale de la production au détriment de l'environnement et des conditions sociales puisque l'objectif est de rentabiliser les dépenses (Trouvé, 2015). Les impacts négatifs que provoque cette exploitation intensive du sol affectent les processus biologiques soulevant d'importants doutes sur la durabilité du niveau de production de ces terres. Les effets pervers de ce modèle agricole en expansion ainsi que ses impacts dans les diverses sphères sont de plus en plus reconnus par la communauté scientifique (FAO, 2015; Neumayer et al., 2007).

3.2 Vers un modèle agricole toujours plus intensif

La population mondiale toujours en croissance fera face dans les années à venir à un nouveau défi appelé à prendre de l'ampleur : nourrir neuf milliards d'habitants avec des ressources limitées (FAO, 2015, Trouvé 2015). Conclure que la transition vers l'agriculture moderne et que l'intensification des pratiques doivent se poursuivre pour répondre à cette problématique serait simplifier cet enjeu à un seul aspect. Alors pourquoi la conversion des cultures vers un modèle intensif se poursuit-elle? Selon Neumayer et al. (2007), trois axes expliquent la transition vers les pratiques agricoles intensives : le marché, les politiques gouvernementales et le choix des agriculteurs (Figure 3.2).

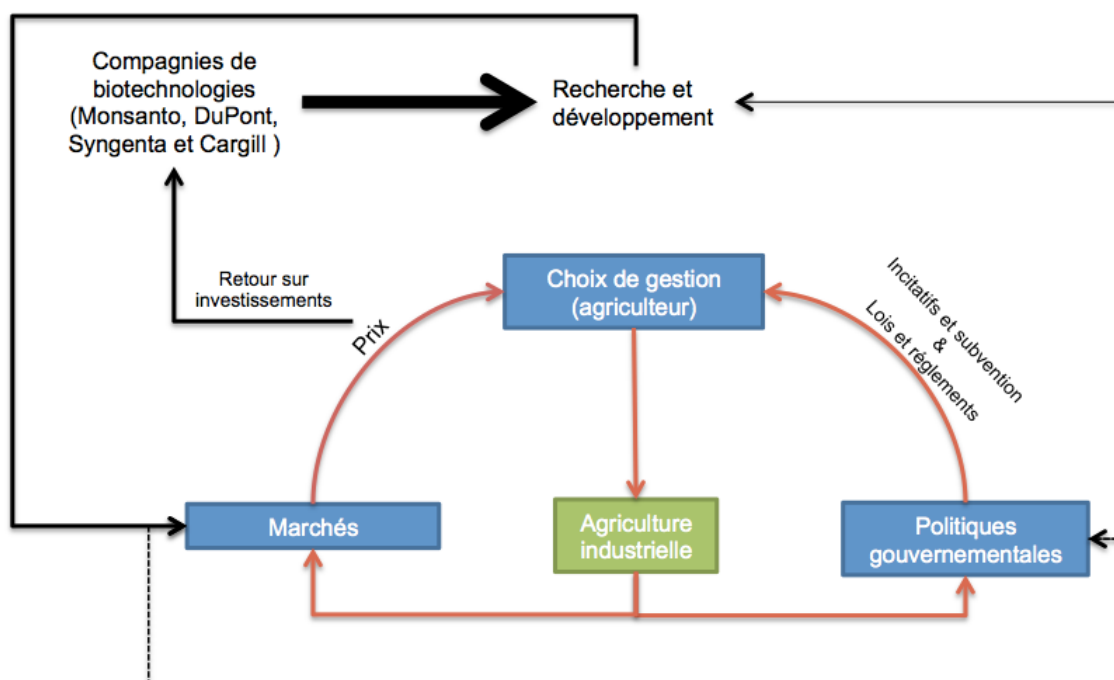


Figure 3.2 : Trois axes influençant la transition vers une agriculture intensive
(Inspiré de Roberson et Swinton, 2005)

3.2.1 Rôle du marché

Le rôle du marché dans la globalisation des méthodes agricoles industrielles est prédominant. Il est un moteur incontestable de cette transition et l'influence de plusieurs façons. En premier lieu, la concurrence créée par le marché soumet les agriculteurs à des exigences de production supérieures. Ces derniers doivent donc se moderniser et investir pour répondre au standard des rendements internationaux. De plus, cette modernisation s'accompagne d'importants investissements accompagnant causant généralement des dettes écrasantes. Afin de rentabiliser ces investissements, les producteurs maximisent la production et ils optent pour des systèmes agricoles intensifs à haut rendement (Trouvé, 2015). Cette concurrence farouche s'ajoute à la récente problématique de volatilité des prix dans le secteur agricole (Trouvé, 2015; FAO 2010). En effet, les prix, qui ne comprennent toujours pas les coûts réels de production, sont soumis à une instabilité persistante.

Deuxièmement, l'expansion et l'ouverture des marchés, comme l'indiquait Ricardo, encouragent une spécialisation de la production. Dans le secteur agricole, cela se traduit par l'adoption de variétés spécifiques et spécialisées, par la mécanisation des pratiques et par la culture à grande échelle d'une espèce (Figuère et al, 2014; Neumayer et al., 2007). La recherche et le développement (R&D) des nouvelles variétés spécialisées se font majoritairement par des entreprises expertes en biotechnologies agricoles au détriment de la coévolution des variétés qui étaient réalisée par les communautés rurales. Il va sans dire que la R&D est essentiel à l'élaboration d'alternatives de culture durable maintenant des rendements agricoles. Cependant, il se dégage de la globalisation de ce secteur un changement de

pouvoir. Les gouvernements réalisent de moins en moins de R&D, abandonnant ce secteur aux mains des grandes compagnies spécialisées (FAO, 2015). À titre d'exemple, 70 % des variétés de soya en 1980 étaient développées par le secteur public contre 0,5 % en 2007 (Institute of science in society, 2013). Ce changement dans la structure du secteur agricole, soutenu par ces compagnies, est associé évidemment à un modèle agricole dépendant d'intrants externes, créés et développés par ces mêmes compagnies. Pour maximiser et optimiser leur profit ainsi que la dépendance des agriculteurs à leurs produits, ces entreprises ont tout intérêt à développer des variétés et des méthodes de production uniques et tributaires de ressources externes.

Cela se constate par la distribution du marché mondial dans ce secteur. En 2014, seulement quatre multinationales contrôlaient 53 % du marché des semences et une dizaine, comprenant ces quatre semenciers, se disputaient plus de 90 % du marché agrochimique (Déclaration de Berne, 2014). En raison de leur intégration tout au long de la séquence de production (élaboration et mise en marché des semences, achat de culture, transformation et distribution d'aliments, etc.) la FAO (2015) accuse ces multinationales « d'abuser du pouvoir du marché, d'exploiter les agriculteurs et les travailleurs du monde entier et d'exercer une pression sur les gouvernements pour réduire les standards sociaux et environnementaux ». En contrôlant une si grande part, ces entreprises ont la capacité d'exercer un monopole et une pression sur les détaillants et les agriculteurs grâce à leur pouvoir d'achat immense. Ils assurent entre autres l'achat de leurs intrants grâce à des contrats de production avec les propriétaires terriens qui perdent ainsi une partie de leur autonomie. Ces multinationales ont aussi la possibilité de déplacer leurs activités vers des régions où les coûts de production sont moindres, et où les normes sociales et environnementales sont plus basses (FAO, 2015). Toutefois, peu d'études démontrent la mise en œuvre de ces pratiques douteuses.

En somme, cela illustre parfaitement que le marché agricole est à mille lieues de la concurrence libre et parfaite. Le rôle de quelques grands joueurs, opérant des rapports de force sur les prix, n'est pas négligeable. Un nombre limité de grandes entreprises contrôlent ainsi le marché agricole qui ne répond plus à l'offre et à la demande, et encore moins au besoin de satisfaction du consommateur (Trouvé, 2015). La dominance du libéralisme économique et d'un marché oligopolistique dans un contexte de libre échange où les prix sont volatils, où la concurrence est de plus en plus féroce et où un nombre limité de compagnies contrôlent les prix, est susceptible de consolider la position de l'agriculture industrielle moderne (Trouvé, 2015; FAO 2015).

3.2.2 Rôle des gouvernements

Comme il a été mentionné, les gouvernements ont un pouvoir non négligeable. En laissant la R&D aux compagnies, ils encouragent indirectement un système de production ouvert, intensif et dépendant de ressources externes très polluantes qui ne sont pas internalisées dans les coûts.

Ils ont toutefois de nombreuses possibilités pour freiner le développement de l'agro-industrie en investissant dans la mise en marché d'alternatives durables. La mise en place de normes et de

règlements obligerait ces compagnies, par exemple, à se plier aux exigences qu'établissent les instances gouvernementales. Une des conditions nécessaires pour parvenir au développement d'une agriculture et d'une alimentation durables, à moindre impact sur l'environnement, est assurément une intervention forte du secteur public et démocratique (Trouvé, 2015). Les politiques gouvernementales ont un rôle primordial dans la transition des pratiques agricoles. Actuellement, celles-ci soutiennent plutôt la production industrielle afin d'encourager la vente aux zones urbaines et l'exportation internationale (Neumayer et al., 2007).

3.2.3 Rôle des agriculteurs

Les agriculteurs, par leur choix de production, ont une influence dans les méthodes agricoles adoptées. Plusieurs facteurs gouvernent leur décision et expliquent la prédominance du modèle agricole industriel intensif. D'abord, dans de nombreux cas, les producteurs ignorent tout simplement les impacts de ce type de pratiques et son manque de durabilité.

Deuxièmement, les retours sur les investissements élevés et rapides sont des incitatifs significatifs dans un contexte de compétition forte où la spécialisation domine. Finalement, il est clair que les politiques gouvernementales et le marché orientent en grande partie la décision des agriculteurs. Ceux-ci sont captifs du système dans lequel ils se trouvent.

3.3 Place de l'agriculture dans les ALE

Selon Trouvé (2015), les enjeux du secteur agricole tels que la souveraineté alimentaire, la survie des agriculteurs et la concurrence sont bien trop importants pour être laissés aux aléas des prix internationaux. Un retour sur l'historique de la libéralisation du secteur agricole s'avère dans un premier temps pertinent pour mieux comprendre les impacts de la libéralisation de ce secteur.

Les années 50 se caractérisent par l'adoption de politique de régulation. Les marchés internationaux sont stables et contrôlés grâce aux États-Unis (É.-U.) et aux pays européens qui les maintiennent ainsi en régulant leur stock. Après la Seconde Guerre mondiale, suite à l'échec de la création de l'Organisation internationale du commerce, le GATT est créé (Trouvé, 2015; OMC, 2016b). Il en résulte l'abolition de nombreuses politiques de régulation. Le laisser-aller libéral s'impose comme nouveau système (Trouvé, 2015).

Puisque des failles faussent le commerce agricole (contingents d'importation, subventions, etc.) et créent d'importantes distorsions, un nouvel accord multilatéral spécialement consacré aux produits agricoles est conçu lors du Cycle d'Uruguay. Ayant pour objectif d'établir une concurrence loyale dans ce secteur en y réduisant les distorsions, l'Accord sur l'agriculture, mis en œuvre en 1995, encourage les gouvernements à soutenir l'agriculture par des moyens qui faussent le moins possible les échanges. Cet accord porte sur quatre volets : 1) la tarification, la prohibition des subventions aux exportations, l'encadrement et la réglementation des mesures de soutien interne; 2) l'accès au marché; 3) le soutien interne; 4) les subventions à l'exportation (OMC, 2016c).

Lors de la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Doha, au Qatar, en novembre 2001, les membres de l'OMC conviennent de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales appelé Programme de Doha pour le développement. Le cycle de négociations de Doha intègre les négociations sur l'agriculture qui avaient été entamées en l'an 2000. Les membres de l'OMC se donnent un mandat de négociation ambitieux pour ce secteur (Agriculture et agroalimentaire Canada [AAC], 2012a).

Pendant la Conférence ministérielle de l'OMC à Nairobi, il est alors décidé de supprimer les aides à l'exportation pour les produits agricoles, telles que les subventions (OMC, 2016c). Lors de la première réunion informelle dans le cadre des négociations sur l'agriculture suivant cette conférence, les membres réaffirment leur désir d'établir collectivement les mesures d'ouverture du marché des produits du secteur agricole (OMC, 2016c).

Toutefois, un désaccord subsiste entre les PED et les pays industrialisés. Les PED défendent le maintien de leur politique de souveraineté alimentaire et refusent de libéraliser davantage les échanges des produits agricoles et agroalimentaires, n'y voyant pas les bénéfices. En raison de ces désaccords, les ententes dans le cadre de l'OMC stagnent. Les pays industrialisés se tournent donc vers les accords bilatéraux de libre-échange (Trouvé, 2015).

En conclusion, malgré la libéralisation de la plupart des secteurs, le domaine agricole est un sujet grandement débattu au cours des négociations. Plusieurs études tentent donc d'évaluer les impacts potentiels d'une libéralisation complète des produits agricoles et agroalimentaires. La plupart d'entre elles concluent que la libéralisation pourrait offrir dans son ensemble des gains significatifs. Cependant, la répartition des bénéfices et des pertes serait injustement distribuée. Les principaux gagnants seraient les consommateurs des pays industrialisés ainsi que les exportateurs des PED. Les perdants seraient les consommateurs des PED qui payeraient plus cher leurs aliments (FAO, 2015). Les impacts potentiels sur l'environnement et sur les méthodes de production sont cependant rarement analysés lors des négociations.

3.4 Portrait agricole du Canada

En 2013, le système alimentaire canadien représentait près de 7 % du PIB annuel et employait 2,2 millions de personnes, soit 1 emploi sur 7 (AAC, 2015). L'importance de ce secteur, toujours en croissance, varie fortement d'une province à l'autre.

Bien que les rendements des exploitations agricoles canadiennes demeurent excellents, les coûts d'exploitation pour les producteurs augmentent continuellement. Ils ont par exemple augmenté de 40 % entre 2003 et 2013. Ces coûts sont répartis dans les postes de dépenses suivants : semences commerciales (107 %), engrais et chaux (90 %), carburant à machinerie (80 %) et travaux sur commande (74 %). Cela démontre que le modèle agricole pratiqué au Canada est soumis aux aléas des prix et qu'il est dépendant de ressources externes (Statistique Canada, 2011; AAC, 2015).

Pour ce qui est du commerce international, en 2013 les exportations représentaient 46 milliards de dollars. Le Canada est ainsi le 5^e plus grand exportateur de produits agricoles et agroalimentaires alors qu'il est le 6^e plus grand importateur de ces produits (AAC, 2015). Les États-Unis sont le principal marché d'exportations des produits agricoles et agroalimentaires, totalisant en 2015 50,8 % de la valeur des exportations. (AAC, 2015). Cependant, le Canada reste soumis aux exigences de l'Union européenne (UE), principale importatrice de ces produits dans le monde (Statistique Canada, 2011). Les principales exportations en 2015, représentant plus des deux tiers des produits agricoles et agroalimentaires, sont les céréales et produits céréaliers (25,1 %), les oléagineux et les produits oléagineux (24,3 %) et les autres produits (19,0%) (AAC, 2015). Actuellement, onze accords commerciaux concernant le secteur agricole et agroalimentaire sont en vigueur au Canada. La liste complète de ces accords est disponible à l'Annexe 5.

En 2011, la surface qu'occupaient les cultures représentait 6,2 % de la superficie totale du territoire canadien (Statistique Canada, 2011). On dénote à travers les derniers recensements une diminution de la quantité d'exploitations agricoles à travers le Canada. Cependant, la taille moyenne de ces exploitations augmente ce qui se reflète par le maintien de la surface totale occupée par les activités agricoles. À titre indicatif, la taille moyenne des exploitations a connu un essor de 6,9 % entre 2006 et 2011 (Statistique Canada, 2011).

Cette modification dans le nombre d'exploitations et dans leur taille se traduit par un changement dans la gestion des fermes et dans le mode d'occupation des terres. Tout d'abord, pour répondre à la concurrence, la superficie des terres louées a augmenté. De plus en plus d'agriculteurs se tournent vers la location de terres, nécessitant moins d'investissement et facilitant l'agrandissement de l'exploitation. Pour ce qui est de l'utilisation des terres, on remarque une baisse flagrante de la présence de terres en jachère. Il est à cet égard possible de constater une diminution de 74,0 % de celles-ci entre 1991 et 2011 (AAC, 2015).

Les techniques de travail de la terre ont évolué au cours des dernières années. De plus en plus d'agriculteurs optent pour des pratiques sans travail au sol, telles que le semis direct. Ces méthodes alternatives sont dites plus écologiques, car la structure du sol est mieux conservée, la terre est moins compactée et l'érosion des sols est réduite (AAC, 2015). Toutefois, cette pratique nécessite aussi l'utilisation de machinerie et d'intrants chimiques.

Bien que le Canada soit très actif sur la scène internationale dans le secteur agricole et agroalimentaire, il ne possède néanmoins aucune ligne directrice à long terme. Cette stratégie est risquée, car elle tend à répondre aux besoins présents sans égards aux besoins potentiels et aux futurs impacts (Fédération canadienne de l'agriculture, s. d.). Finalement, dans le cadre des négociations avec les membres de l'OMC, le Canada soutient l'élimination des subventions à l'exportation, quelle que soit leur forme, la réduction du soutien interne et la promotion d'un meilleur accès au marché. À travers cette vision, le Canada cherche à encourager une réduction des effets de distorsions dans le commerce des produits agricoles (AAC, 2012b).

4. L'ALENA, UN TOUR D'HORIZON

L'Accord de libre-échange nord-américain est un accord incontournable tant pour le Canada que sur la scène internationale. Son entrée en vigueur a marqué un tournant important dans la sphère du libre-échange. Cet accord trilatéral et son prédécesseur, l'Accord de libre-échange Canada et É.-U. (ALECEU), ont établi de nouvelles règles de commerce international. L'ALENA est maintenant une source d'inspiration pour les nouveaux ALE en cours d'élaboration. Ce chapitre expose en premier lieu l'historique de l'ALENA ainsi que ses particularités. Par la suite, une évaluation de la place de l'environnement et du développement durable au sein de cet accord est faite. Le chapitre se clôt avec une explication du choix de l'ALENA comme sujet d'étude.

4.1 Mise en contexte de l'ALENA

Dans les années 60, la quantité de capital amassée par les compagnies transnationales leur octroie un pouvoir économique grandissant. Celui-ci se reflète par une influence politique sans précédent. En 1970, dans une offensive américaine pro-néolibéraliste, un groupe de lobbies d'affaires nord-américain appelle à une plus grande ouverture du marché. Ce groupe considère le GATT comme un accord désuet, un accord de première génération. Ces gens d'affaires font ainsi appel au gouvernement étatsunien pour une plus grande ouverture des frontières à travers un nouveau type de libre-échange (Gélinas, 2015). Ils sont d'avis que le libre-échange traditionnel axé sur les marchandises est dépassé. Ils font donc pression pour une révision des règles du commerce international. Ils proposent ainsi de remplacer le GATT par des accords de deuxième génération où les services, les investissements, les produits agricoles et la protection des brevets sont inclus et où les barrières tarifaires et non tarifaires sont réduites (Gélinas, 2015).

Les tenants du libre marché et les gens d'affaires réussissent finalement à imposer leur vision de dérégulation globale. En 1987 a lieu l'entrée en vigueur du premier accord de libre-échange dit de deuxième génération (Gélinas, 2015). Restreint au Canada et aux États-Unis, l'ALECEU contient de nouvelles dispositions sur la libéralisation des échanges commerciaux jamais vues auparavant (Gélinas, 2015). On y retrouve entre autres des mesures de suppression des barrières non tarifaires (ex. subventions à l'exportation, mesures de soutien intérieur) ainsi que la libre circulation des marchandises, des services, des investissements et des mesures de protection des brevets des multinationales (Gélinas, 2015). Cet accord s'est particulièrement démarqué par l'inclusion du secteur agricole, qui était auparavant toujours exclu (Bouchard, 2004; Gélinas, 2015).

Quelques années plus tard, en 1994, face au désir d'intégrer les économies sud-américaines à celles du nord pour faciliter le commerce des biens et des services, des négociations ont lieu pour créer un marché commun des Amériques. Il en résulte un accord de libre-échange trilatéral entre le Canada, les États-Unis et le Mexique dont la base est l'ALECEU (Affaires mondiales Canada, 2016a; Porter, 2003). Ce dernier est alors remplacé par l'ALENA et entre en vigueur en 1994 (Affaires mondiales Canada, 2016a; Centre

tricontinental [CETRI], 2016). Cette entente trilatérale a permis de créer la plus vaste zone de libre-échange dans le monde (Affaires mondiales Canada, 2016b).

4.2 Modalités de l'accord

Les objectifs de l'ALENA consistent :

- a) « à éliminer les obstacles au commerce des produits et des services entre les territoires des Parties et à faciliter le mouvement transfrontière de ces produits et services;
- b) à favoriser la concurrence loyale dans la zone de libre-échange;
- c) à augmenter substantiellement les possibilités d'investissement sur les territoires des Parties;
- d) à assurer de façon efficace et suffisante la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle sur le territoire de chacune des Parties;
- e) à établir des procédures efficaces pour la mise en œuvre et l'application du présent accord, pour son administration conjointe et pour le règlement des différends et
- f) à créer le cadre d'une coopération trilatérale, régionale et multilatérale plus poussée afin d'accroître et d'élargir les avantages découlant du présent accord. » (Affaires mondiales Canada, 2015a)

Pour ce faire, l'ALENA prévoit la suppression de toutes les restrictions au commerce. Bien qu'il était prévu que ces mesures soient mises en place progressivement et sur une période de 15 ans, la majorité a été appliquée dès la première année (CETRI, 2016).

L'écart entre les deux pays du nord et le Mexique dans certains domaines oblige la mise en place de mesures particulières pour éviter des problèmes environnementaux et sociaux. Simultanément à la création de l'accord économique, deux autres accords juridiques ont été mis en place : l'ANACDE (accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement) et l'ANACDT (accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail). Ceux-ci ont respectivement permis la formation de la Commission de coopération environnementale (CCE) et de la Commission pour la coopération sur le travail. (Voituriez, Le Cotty et Salles, 2000)

Les mesures de l'ALENA sont, depuis sa signature, constamment améliorées et développées. L'évaluation des clauses et des mesures est réalisée par une cinquantaine de groupes, comités et autres organes de consultations trilatéraux. Ces derniers ont pour responsabilité de diriger la mise en œuvre des accords, d'approfondir la coopération et de gérer les relations entre les pays (Voituriez et al., 2000). Comme il s'agit d'institutions intergouvernementales non partisans, de nombreux enjeux sont débattus dans le but de prévenir d'importants désaccords lors des négociations officielles. Les aspects abordés par ces groupes varient du commerce des marchandises, aux subventions à l'agriculture, en passant par le mécanisme de règlement de différends (Jasmin et Zini, 2006; Voituriez et al., 2000). Un tribunal d'arbitrage est aussi présent afin de régler les désaccords lorsque les pays membres ne réussissent pas à prendre une entente.

4.3 Particularités de l'ALENA – CHAPITRE 11

L'important pouvoir exercé par les compagnies transnationales au sein de cet accord est remarquable. Le Chapitre 11 portant sur la protection des investissements le démontre bien. Cette clause au cœur des débats entourant l'ALENA confère aux investisseurs un pouvoir encore plus significatif (Dugas, 2004; Gélinas, 2015).

Selon les termes établis dans l'ALENA, en cas de différend, les partis doivent tenter de le régler à l'amiable à l'aide des mécanismes de consultation appropriés. Des procédures de règlement de différends et des règles claires sont aussi présentes dans le cas où aucune entente n'est trouvée. La particularité de l'ALENA est que selon les termes de l'accord, les investisseurs transfrontaliers ont la possibilité de faire appel à ces tribunaux pour statuer face sur un différend avec un pays membre (Affaires mondiales Canada, 2015b). Le Chapitre 11 offre donc un instrument aux compagnies transnationales pour poursuivre les pays membres quand des mesures affectent leur profit ou si elles se sentent discriminées (Gélinas, 2015). Ces entreprises peuvent donc obtenir des indemnisations lorsque des mesures légales affectent leur rentabilité.

Cette clause ne devait initialement pas nuire à l'adoption, au maintien ou au renforcement de mesures qui sont jugées nécessaires pour la protection et la conservation de l'environnement. Pourtant, au cours des dix premières années suivant l'entrée en vigueur de l'ALENA, huit des quatorze plaintes reçues en vertu de cet article touchaient des problématiques investissement-environnement (Beauchamp, 2003). Ce modèle favorisant les investisseurs plutôt que l'environnement provoque une pression permanente à laquelle les États doivent faire face et ce, particulièrement lors de l'élaboration de lois dans le secteur social et environnemental (Dugas, 2004). En 2015, 35 cas de poursuites contre le gouvernement canadien avaient été rapportés, pour un total de 172 millions \$ USD (Dollars des États-Unis) en compensation aux entreprises. Au Mexique, il s'agit de 22 cas, pour un total de 204 millions \$ USD. Les États-Unis ont quant à eux fait face à 11 poursuites, dont ils sont sortis, à tout coup, gagnants (Sinclair, 2015).

Cette clause et les répercussions qui ont suivi soulèvent des inquiétudes majeures sur la perte de souveraineté de l'État et sur le pouvoir qui est accordé aux entreprises transfrontalières. En fait, comme le mentionne Beauchamp (2003), « (...) le chapitre 11 de l'ALENA a brisé l'équilibre que les États doivent assurer entre les droits des investisseurs et les responsabilités publiques en matière d'environnement ».

4.4 ANACDE

L'ALENA a été conçu pour régir le commerce entre les Parties. Dans une vision de développement durable, les Parties membres ont souhaité inclure des mesures favorisant la protection de l'environnement (Voituriez et al., 2000). En plus des termes de l'accord assignant des responsabilités spécifiques et des objectifs à certaines institutions, un accord latéral spécifique à l'environnement a été créé, l'ANACDE.

L'objectif de cet accord est d'encourager la coopération et l'amélioration de la protection de l'environnement de façon continue au sein de la zone de libre-échange (Commission de coopération environnementale [CCE], 2016a). L'ANACDE assure l'analyse des plaintes sur les questions environnementales selon les termes de l'accord. Le groupe chargé de sa mise en application ne possède aucun pouvoir discrétionnaire. Il n'y a donc pas de sanction. De ce fait, le conseil exécutant l'ANACDE agit comme un forum de discussion sur les problématiques environnementales plutôt que comme un tribunal (CCE, 2016b).

Les termes de l'ANACDE impliquent la création d'un organisme trilatéral soutenant la coopération environnementale entre les pays. La CCE a été créée pour répondre à ces objectifs (CCE, 2016a). La CCE, formée d'un Conseil des ministres provenant des trois pays, d'un Secrétariat et d'un Comité consultatif public mixte (CCPM), ne possède qu'un rôle d'observateur. Son mandat consiste plus précisément en l'évaluation continue des effets de l'ALENA sur l'environnement. Pour ce faire, la CCE évalue si les mesures de l'ALENA entraînent une croissance de la production dans les pays où les normes et les règlements sont plus laxistes ou si, à l'opposé, la croissance se concentre davantage dans des zones où les pouvoirs politiques sont présents et bien implantés. En parallèle, ce comité examine si un tel accord international engendre un partage des capacités bénéfiques pour l'environnement (connaissances, technologies, méthodes de production, etc.).

4.5 Traitement de l'environnement et place du développement durable

Le préambule du texte de l'ALENA démontre explicitement la résolution de promouvoir le développement durable. Cette section de l'accord contient aussi comme objectif la protection de l'environnement (Affaires mondiales Canada, 2015a) :

« Le Gouvernement du Canada, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement des États-Unis du Mexique, ayant résolu :

- (...)
- de créer de nouvelles possibilités d'emploi et d'améliorer les conditions de travail et le niveau de vie sur leurs territoires respectifs,
- de s'acquitter de tout ce qui précède d'une manière compatible avec la protection et la conservation de l'environnement,
- de préserver leur liberté d'action relativement à la sauvegarde du bien public,
- de promouvoir le développement durable,
- de renforcer l'élaboration et l'application des lois et règlements en matière d'environnement, et
- de protéger, d'accroître et de faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs

sont convenus de ce qui suit. »

L'ALENA prévoit bel et bien des mesures ainsi que des objectifs de coopération et de protection de l'environnement. En raison des multiples mesures environnementales incluses dans cet accord de libre-échange (ANACDE, création de la CCE, etc.), l'ALENA est même considéré comme « plus vert que le GATT » et comme l'accord de libre-échange qui a le plus intégré les objectifs de développement durable

(Beauchamp, 2003; Voituriez et al., 2000). Cet accord unique a effectivement démontré que les intérêts économiques et environnementaux ne sont pas opposés et que l'environnement peut et devrait être inclus systématiquement dans le commerce international. Il s'agit d'une tentative intéressante et honorable d'instaurer une dynamique commerce-environnement-travail.

Avec toutes ces clauses environnementales, il est cependant important de se questionner sur le réel impact de ces mesures. L'ALENA offre-t-il les moyens de mettre en place un développement durable et une protection de l'environnement alors qu'une croissance de la production est attendue?

Les modalités environnementales de cet accord sont assurément très louables, toutefois, la majorité de ces clauses sont insuffisantes pour répondre aux enjeux environnementaux provoqués par le libre-échange (Beauchamp, 2003). La plupart des termes de cet accord trilatéral sont superficiels et consistent plutôt en de bonnes intentions qu'en des actions réelles pour minimiser les répercussions négatives et pour favoriser la protection de milieu naturel. Jusqu'à présent, ces mesures se sont avérées insuffisantes pour soutenir un développement durable dans cette zone de libre-échange (Beauchamp, 2003).

Plusieurs aspects de l'accord expliquent cette faiblesse dans la sphère environnementale. Tout d'abord, on remarque dans l'accord une dissociation marquée entre le commerce et l'environnement. Les objectifs environnementaux sont distincts des objectifs commerciaux. Il est ainsi complexe d'établir une vision de développement durable claire. Considérant que la sphère commerciale et la sphère environnementale sont interdépendantes, une synergie devrait plutôt être créée entre elles afin de minimiser les impacts négatifs et d'atteindre les objectifs établis dans les deux secteurs.

Deuxièmement, le manque de concordance et de lignes directrices entre les politiques environnementales nationales des pays membres provoque de grandes divergences. Ce manque de cohésion entre les pays engendre des problématiques telles que l'apparition d'avantages comparatifs grâce à des normes plus laxistes (Voituriez et al., 2000). Ce manque d'harmonie entre les objectifs environnementaux restreint de plus la mise en œuvre de mesures pour contrer la pollution transfrontalière (pollution de l'eau, pollution atmosphérique). De surcroît, les provinces et les États ne sont pas tenus de respecter les engagements de l'ANACDE, à moins d'avoir signé volontairement l'accord, ce qui limite significativement l'ampleur et le pouvoir de cet accord (Beauchamp, 2003).

Une autre lacune majeure de l'ALENA dans le secteur environnemental est que les produits ne peuvent pas être discriminés en fonction des procédés et des méthodes de production (Voituriez et al., 2000). De ce fait, un État membre ne peut pas refuser un produit sous prétexte que ses procédés de fabrication causent des dommages environnementaux. Cela veut donc dire, selon les termes de l'accord, que les préoccupations environnementales et les risques doivent porter strictement sur le produit lui-même. En d'autres mots, les externalités environnementales associées à la fabrication des produits ne peuvent pas être considérées (Voituriez et al., 2000). Ces termes restreignent donc fortement la mise en place de mesure de promotion de production durable.

L'ANACDE et la CCE comportent des mesures fort intéressantes dont l'impact environnemental aurait pu être significatif. Toutefois, on dénote de nombreux problèmes rencontrés par la CCE : le manque de pouvoir des institutions, l'absence de limite de temps dans le processus de plainte, le manque de financement, la lourde gestion administrative. Ces freins empêchent la mise en place d'un système de surveillance et de suivi efficace (Beauchamp, 2003). À titre indicatif, de 1997 à 2003, 34 plaintes ont été déposées. Parmi celles-ci, seulement trois ont mené à un dossier factuel. Ce dernier, qui ne contient pas de recommandation, n'implique aucune mesure punitive (Beauchamp, 2003). De surcroît, ce mécanisme est biaisé considérant que deux votes du conseil des ministres, constitué des ministres de chaque état, suffisent à rejeter une plainte (Beauchamp, 2003).

La CCE, malgré sa faible puissance, a néanmoins réussi à bâtir un réseau et à éveiller les citoyens, les institutions et les organisations sur les questions environnementales. Cet avantage, quoiqu'il semble mineur, encourage les différents groupes à collaborer et à élaborer des solutions durables (Beauchamp, 2003).

En conclusion, à partir des définitions du développement durable exposées auparavant, il est possible de constater que cet accord ne promeut pas une réelle vision de durabilité. Les termes de l'ALENA ne répondent pas aux objectifs d'un tel modèle. On ne retrouve entre autres aucun terme considérant le souci d'équité ou encore la reconnaissance de l'imprévisibilité des répercussions de l'accord. Bien que la contribution du public soit reconnue à travers le CCPM, les recommandations ne sont souvent pas considérées. Essentiellement, on n'accorde aucune voix et aucun pouvoir à la seule instance évaluant les impacts environnementaux. L'ALENA a au final raté l'occasion de renforcer la collaboration entre les pays et de mettre en place des actions concrètes pour atteindre un développement durable favorisant la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement.

4.6 Choix de l'ALENA

L'ALENA est entré en vigueur il y a plus de 20 ans tout comme l'ANACDE. La mise en place d'un accord sur l'environnement et, plus particulièrement, la création de la CCE, a permis un suivi et une étude détaillée des impacts de cet accord sur l'environnement. Ainsi, de nombreuses études ont été réalisées tant par la CCE dans le cadre de l'ANACDE que par des centres de recherche universitaires indépendants. Plusieurs d'entre elles sont des études d'impact analysant les répercussions environnementales. L'ALENA a aussi été sélectionné étant donné qu'il s'agit d'un accord auquel le Canada a pris part. Ainsi, cela permet d'émettre des recommandations plus précises sur les risques potentiels des nouveaux accords de libre-échange en cours de négociation. Il est de plus intéressant d'analyser l'ALENA considérant qu'il s'agit d'un des premiers accords libéralisant l'agriculture qui, en plus, a été un des secteurs les plus profondément touchés (CETRI, 2016).

5. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX AGRICOLES DE L'ALENA

Presque 20 ans sont passés depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA. Les répercussions autant sociales qu'environnementales continuent toutefois à être sujettes à débat entre les spécialistes. Le secteur agricole ne fait particulièrement pas l'unanimité, plus spécifiquement lorsque les effets de cet accord sur le maïs sont abordés (Wise et Nadal, 2004). La section suivante expose dans un premier temps la méthode d'analyse utilisée ainsi que ses limites. Les impacts environnementaux constatés suite à l'entrée en vigueur de l'ALENA sont ensuite détaillés. Puis, les causes qui ont mené à ces répercussions sont exposées. Le chapitre se clôt avec une critique de cet accord.

5.1 Méthodologie

Cette analyse a été réalisée grâce à une étude approfondie et à partir d'une évaluation des multiples études d'impacts sur les répercussions environnementales de l'ALENA dans le secteur agricole. Dans un premier temps, des documents élaborés par la CCE ont été consultés. Toutefois, afin d'assurer une diversité d'opinion ainsi qu'un bilan juste, exact et fidèle à la réalité, des études universitaires et des études indépendantes ont dans un deuxième temps été étudiées. Vu l'ampleur et la complexité de la problématique, seulement les impacts majeurs ont été retenus,

Selon la CCE, il est possible de regrouper les répercussions environnementales de l'ALENA sous quatre aspects : 1) la production, la gestion et les techniques (intrants, processus de production, technologie, caractéristiques du produit, concentration sectorielle et géographique) 2) l'infrastructure matérielle (transports, fourniture d'intrants, infrastructure de service, investissements publics et privés dans les infrastructures) 3) l'organisation sociale (groupes de la société civile, régimes de droits de propriété, culture, migrations et changements démographiques connexes, coalitions transnationales) 4) les politiques des pouvoirs publics (Voituriez et al., 2000). Ces catégories ont été sélectionnées pour classer les impacts de l'ALENA. Ceux-ci sont associés ensuite aux trois mécanismes, abordés dans le chapitre 2, par lesquels la libéralisation des échanges influence l'environnement: les effets d'échelle, de composition et techniques.

5.2 Limites de l'analyse

Bien que de nombreuses études aient été faites sur les impacts des accords de libre-échange et que beaucoup d'informations soient disponibles, on retrouve de multiples limites qui n'ont pu être évitées. Afin d'offrir le portrait le plus juste de la situation environnementale dans le secteur agricole suite à la mise en place de l'ALENA, ces lacunes se doivent d'être exposées.

Tout d'abord, il est complexe, voire impossible, d'avancer et de comparer avec certitude les impacts réels en comparaison avec les impacts potentiels qui auraient eu lieu en l'absence d'une entente de libre-échange. Voituriez et al. (2000) exposent cette problématique avec l'exemple suivant : « Qu'auraient été le taux de croissance, le taux de chômage, l'inflation, au Mexique de 1994 à 2000 sans l'ALENA? » La

majorité des études comparent les effets postérieurs à l'accord à ceux de la situation initiale, ce qui en soit constitue un biais majeur (Voituriez et al., 2000).

Considérant la complexité des écosystèmes et des phénomènes commerciaux, il s'avère aussi difficile d'associer des répercussions environnementales directement à des changements générés par les accords de libre-échange. De simples questions telles que : la libéralisation des échanges a-t-elle augmenté l'utilisation de pesticides au Mexique? L'augmentation de l'exportation de maïs étatsunien vers le Mexique est-il dû à l'accord? ne font pas l'unanimité au sein de la communauté de scientifiques (Wise et Nadal, 2004). De plus, même dans un cas où il est admis que des impacts environnementaux sont causés par l'ALE, il est encore une fois difficile d'identifier quelle proportion de la pollution est due à cette libéralisation. Par exemple, quelle part des dommages environnementaux causés par la croissance agricole étatsunienne devrait être attribuée à l'ALENA? (Wise et Nadal, 2004)

Les liens de causalité ne sont donc pas faciles et évidents à démontrer. Plusieurs raisons expliquent cette difficulté. D'abord, les perturbations et les impacts environnementaux ne sont pas toujours répertoriés, évalués et quantifiés. Il est alors complexe d'affirmer que les phénomènes environnementaux recensés postérieurement à l'accord sont directement liés à sa mise en œuvre (Voituriez et al., 2000). Dans le même ordre d'idée, les effets que l'économie induit ne sont pas tous quantifiés et comptabilisés dans le même format et modèle d'étude d'impact, rendant les analyses encore plus complexes. Donc, dans la majorité des cas, il est possible d'établir que l'ALENA contribue aux impacts identifiés, sans qu'il soit pour autant possible d'affirmer avec certitude qu'il en est l'origine (Jasmin et Zini, 2006).

Il est aussi important de garder un esprit critique tout au long de l'analyse des études d'impacts. Celles-ci contiennent aussi de nombreux biais en fonction des indicateurs sélectionnés qui ne sont pas toujours objectifs et qui représentent parfois l'intérêt de certains membres. Par exemple, dans le domaine de l'élevage bovin aux États-Unis, la concentration de la production suite à l'ALENA est perçue et mesurée dans certaines études comme une amélioration environnementale parce qu'elle permet de maîtriser plus facilement la pollution (Voituriez et al., 2000).

Finalement, cette analyse n'est pas exhaustive. Les impacts environnementaux de l'ALENA dans le secteur agricole n'ont tous pas été identifiés et étudiés. Les accords de libre-échange sont complexes, il est donc difficile de répertorier la totalité des répercussions qu'ils peuvent engendrer.

5.3 Impacts globaux

L'ALENA, comme tous les autres accords de libre-échange, mise sur la libéralisation du commerce pour stimuler l'économie et ainsi provoquer une croissance accrue de l'activité économique de tous les pays membres. L'objectif de cet accord est d'augmenter les échanges entre les trois pays membres afin de stimuler la production grâce à une allocation optimale des ressources. Il est maintenant possible d'établir que cet accord a entraîné une augmentation significative des échanges dans le secteur agricole et agroalimentaire (Carlberg et Rude, 2004).

Les recherches en amont de l'ALENA prévoyaient une amélioration de l'intégration du Mexique ce qui devait mener, à long terme, à une harmonisation vers le haut des standards et des performances (environnementales, économiques et sociales). Le contraire a malheureusement été constaté. Entre 1985 et 1999, l'érosion du sol mexicain en région rurale a augmenté de 89 % et la pollution de l'air s'est accentuée de 97 %. D'ailleurs, le gouvernement mexicain évalue, pour cette même période, à 10 % du PIB, soit 36 milliards \$ USD par année, les coûts de la dégradation de l'environnement (Wise et Gallagher, 2002).

Trois secteurs ont été particulièrement touchés par cet accord : l'emploi, l'agriculture et l'écologie (CETRI, 2016). Les conséquences de cet accord en matière d'agriculture, regroupées dans le tableau 5.1, sont dues à deux changements majeurs : le déplacement de la production du Mexique aux É.-U. et la transition de l'agriculture paysanne vers l'agriculture industrielle.

5.3.1 Déplacement de la production agricole

Il convient en premier lieu de démentir un effet des accords souvent mis de l'avant lors de débats : la création de paradis de pollution dans les pays moins développés. Une des craintes majeures lors de l'entrée en vigueur de l'ALENA était le déplacement des activités les plus polluantes vers le pays le moins développé, soit le Mexique. Bien que les théories économiques puissent porter à croire à un tel phénomène, comme il a été expliqué dans le premier chapitre, aucune étude empirique ne le soutient. Les changements survenus suite à l'entrée en vigueur de l'ALENA démentent aussi cette hypothèse.

Dans le secteur agricole, une migration des activités durables du sud vers des méthodes de culture industrielles étatsuniennes plus polluantes a plutôt été constatée (Wise et Nadal, 2004). Autrement dit, les produits agricoles étatsuniens moins chers, particulièrement le maïs, ont envahi le marché mexicain. Cette importation massive a abaissé considérablement la valeur de ces produits – entre 1985 et 1999, le prix du maïs a diminué de 64 % et celui des haricots de 48 % – engendrant un appauvrissement des paysans (CETRI, 2016). Cette nouvelle concurrence avec les agriculteurs productivistes étatsuniens a fortement aggravé les inégalités déjà présentes entre ces deux États voisins (Vigna, 2008). Entre 1994 et 2000, la balance agricole du Mexique est passée d'un surplus à un déficit de 2,5 millions de dollars américains (CETRI, 2016; Martinez, 2008).

En réalité, la libéralisation de ce secteur a causé une détérioration des conditions de travail des petits producteurs mexicains au profit des importations américaines dont ils dépendent maintenant. Devant la féroce compétition américaine suite à l'ouverture des frontières, une grande part des agriculteurs ont été contraints de quitter leur terre pour les villes et ainsi mettre un terme à leur activité agricole de subsistance (Martinez, 2008; Vigna 2008; Voituriez et al., 2000). Selon Monsieur Lopez Aguilar, président de la Confédération Nationale des Paysans, en 2008, déjà 5 millions d'emplois agricoles étaient perdus et 2 millions d'hectares étaient en jachère (Vigna, 2008). Le Mexique s'est donc retrouvé tributaire des importations américaines, qui représentent 40 % de ses besoins alimentaires (Martinez, 2008; Vigna, 2008).

En plus des impacts socioéconomiques que cette perte d'emplois a créés, ce mouvement des populations rurales mexicaines vers les centres urbains a provoqué une pression supplémentaire sur l'environnement et a entraîné une déstructuration de l'organisation paysanne. Ce phénomène constaté principalement dans les premières années de la mise en œuvre de l'accord a eu lieu à cause du contrôle du marché qu'ont les compagnies transnationales, qui ont ainsi pu limiter la capacité de compétition des petits producteurs locaux. Face à l'ouverture du marché, les producteurs mexicains traditionnels, pratiquant l'agriculture de subsistance, n'ont pas eu les ressources nécessaires pour répondre au changement (modification du type de culture, accès aux technologies, etc.) afin d'être compétitifs et ainsi obtenir des rendements comparables aux cultures commerciales. Cette compétition inégale, où les États-Unis disposent d'un avantage d'échelle, s'illustre parfaitement en comparant les ressources : on retrouve 1,6 tracteur par producteur américain contre 1 tracteur pour 200 agriculteurs au Mexique (CETRI, 2016). À cela s'ajoutent les appuis octroyés par le Canada et les É.-U. à leurs agriculteurs, un phénomène qui accentue l'injustice et l'iniquité de la relation commerciale pour les agriculteurs mexicains. À titre comparatif, les agriculteurs nord-américains sont subventionnés à la hauteur de 20 000 \$ par an contre 700 \$ par an au Mexique (CETRI, 2016). Cela représente, pour les producteurs canadiens et américains, des subventions couvrant près de 50 % des coûts de la production agricole (Martinez, 2008). Donc, grâce à ces mesures et à l'accès privilégié aux ressources, les États-Unis produisent à moindre plus de maïs que leur voisin du sud (Martinez, 2008). Ce qui creuse davantage le fossé entre l'agriculture productiviste américaine et l'agriculture traditionnelle de subsistance mexicaine.

L'agriculture paysanne a donc été abandonnée au détriment de l'agriculture industrielle. En plus de délaisser une agriculture durable et locale au profit d'une agriculture polluante, les paysans sans emplois ont dû se diriger vers les zones des *maquiladoras*² dans la région nord, des milieux néfastes sur le plan social et environnemental (Voituriez et al., 2000).

Il va sans dire que cette transition du secteur agricole traditionnel vers un secteur agricole moderne et industriel a engendré de multiples impacts environnementaux en plus d'une perte notable de souveraineté alimentaire pour le Mexique. Il faut se rappeler que le modèle agricole industriel est beaucoup plus polluant et moins soutenable que l'agriculture paysanne.

5.3.2 Transition vers une agriculture industrielle

L'accord de libre-échange n'a pas été avantageux pour le Mexique sur le plan économique dans le secteur agricole. Alors qu'il était attendu que l'ALENA suscite un développement économique important, un ralentissement de la croissance a plutôt été constaté dans ce pays. Avant cet accord, l'agriculture mexicaine était majoritairement composée de petits agriculteurs traditionnels paysans et autonomes qui récupéraient et échangeaient leurs semences indigènes au sein de leur communauté, créant un

² Usines de sous-traitance principalement de montage et d'assemblage se trouvant dans le nord du Mexique le long de la frontière avec les États-Unis dont les produits sont majoritairement fabriqués pour l'exportation (Universalis, 2016).

patrimoine génétique diversifié, unique et irremplaçable (Wise et Nadal, 2004). Dans le contexte de libre-échange, les paysans ont été confrontés à la nécessité d'exporter et à la pression de conquérir de nouveaux marchés mondiaux. Cela a bouleversé la sphère agricole du Mexique qui n'était pas adaptée à de tels marchés agroalimentaires (Bouchard, 2004).

Aux États-Unis, les productions commerciales ont grossi, accentuant ainsi les inégalités entre les deux méthodes de production (Voituriez et al., 2000). Pour y parvenir, les producteurs cherchant des rendements optimaux se sont modernisés rapidement :

« mécanisation, spécialisation, concentration, augmentation de la taille des entreprises, monocultures, désertification, intégration, utilisation croissante d'intrants chimiques et transgéniques, transports de plus en plus longs, impacts environnementaux et sociaux coûteux pour la communauté, retombées locales de plus en plus réduites, investissements publics de plus en plus élevés » (Bouchard, 2004).

Ces impacts ne sont pas sans répercussions environnementales. Anciennement un pays en autosuffisance alimentaire, le Mexique était reconnu pour son importante diversité d'espèces de maïs. À cause de la pression du marché, une perte de ce patrimoine génétique ancestral a été constatée (Wise et Nadal, 2004).

Bref, en provoquant un changement drastique dans la méthode et le lieu de culture, l'ALENA a eu un rôle décisif dans le secteur agricole, qui n'est pas sans impacts. Même les instances internationales telles que la Banque mondiale le reconnaissent, cet accord de libre-échange a bouleversé cette sphère dont les effets se font encore sentir.

5.3.3 États-Unis, grands perdants sur le plan environnemental

Bien que les États-Unis aient bénéficié d'une croissance substantielle des exportations agricoles, ils ne sont pas gagnants sur le plan environnemental. Comme le rappellent Wise et Gallagher (2002), chercheurs à l'Institut pour le développement et l'environnement de la Tufts University, l'abandon du maïs par les paysans mexicains n'est pas un gain incontestable pour leur voisin du nord. D'un point de vue environnemental, la production de maïs est reconnue comme une des cultures les plus polluantes et consommatrices en eau. Paradoxalement, la culture de cette espèce s'est développée dans des États aux précipitations limitées, ce qui provoque un besoin d'irrigation au-delà des niveaux possibles (Wise et Gallagher, 2002).

À l'opposé des hypothèses émises, ce n'est pas le Mexique qui a relâché ses normes en matière d'environnement. Ce sont plutôt les É.-U. qui ont assoupli leurs réglementations sur la sécurité des aliments suite à l'entrée en vigueur de l'ALENA. Cela a donc accentué les risques d'exposition aux pesticides pour les travailleurs agricoles. Les É.-U. sont devenus un paradis de pollution substituant les pratiques durables des paysans mexicains avec des méthodes de culture destructrices (Wise et Gallagher, 2002).

5.3.4 Et le Canada?

Historiquement, le Canada traitait l'agriculture comme un secteur économique distinct, nécessitant un traitement particulier. À l'époque du GATT, le Canada résistait à appliquer les règles de cet accord à la sphère agricole (Skogstad, 2008). Avec l'entrée en vigueur de l'ALECEU, puis de l'ALENA quelques années plus tard, le Canada s'est cependant orienté vers un modèle économique plus libéral. Le Canada a évolué d'une vision où l'État vient en aide à une vision de libre marché.

Du point de vue du commerce, l'ALENA a généré une croissance considérable dans le secteur agroalimentaire. Durant les 10 premières années de l'accord, les exportations de ce type de produits ont augmenté de 93 % avec les pays membres contre 45 % avec les pays ne faisant pas partie de l'accord (AAC, 2003). Malgré cette croissance, l'ALENA a eu au Canada un impact négatif sur les emplois dans le secteur agricole. Les revenus nets des fermes ont diminué fortement. Cela consolide la théorie selon laquelle les ALE sont principalement bénéfiques aux grandes compagnies transnationales.

Les accords de libre-échange facilitent et augmentent bien évidemment le commerce international. Ils affectent et transforment cependant le marché et la taille des acteurs. Ils encouragent le maintien et le renforcement des grandes corporations au détriment des fermiers et des paysans.

Tableau 5.1 : Liste des impacts retrouvés en fonction du secteur et du mécanisme par lequel l'ALENA influence l'environnement (Compilation d'après : ¹Jasmin et Zini, 2006; ²Voituriez et al., 2000; ³Vigna, 2008)

Aspects / Secteurs	Effets	Impacts
1) La production, la gestion et les techniques (intrants, processus de production, technologie, caractéristiques du produit, concentration sectorielle et géographique)	Échelle	Accroissement de l'exploitation de l'eau et des ressources hydriques (surutilisation de l'eau) ¹ Dégradation et appauvrissement de la qualité du sol ^{1,2} Augmentation de la pollution des eaux ¹ Déboisement accru ¹
	Composition (spécialisation)	Utilisation croissante des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans la culture des céréales ¹ Usage croissant des antibiotiques dans l'élevage du bétail ¹ Diminution de la ressource génétique ² Menace pour les modes de production traditionnels mexicains peu compétitifs ² Transformation de la structure et perte de diversification de la production locale ¹ Augmentation de la monoculture et de la culture à haute intensité ¹ Multiplication de l'irrigation ¹
	Technique	Transfert de technologies propres n'a pas encore eu lieu ³ Aucun document ni recensement sérieux n'a été fourni pour l'instant ²
2) L'infrastructure matérielle (transports, fourniture d'intrants, infrastructure de service, investissements publics et privés dans les infrastructures)	Échelle	Augmentation du transport par camionnage ^{1,2}
	Composition	
	Technique	Aucun document ni recensement sérieux n'a été fourni pour l'instant ²
3) L'organisation sociale (groupes de la société civile, régimes de droits de propriété, culture, migrations et changements démographiques connexes, coalitions transnationales).	Échelle	Baisse constante du revenu des petits et moyens producteurs ¹
	Composition	Pression sur l'élaboration des lois engendrée par l'existence de la clause État-investisseur de l'ALENA (chapitre 11) ¹ Exode rural croissant, compromettant la transmission de la terre de génération en génération ¹
	Technique	Aucun document ni recensement sérieux n'a été fourni pour l'instant ²

Tableau 5.1 : Liste des impacts retrouvés en fonction du secteur et du mécanisme par lequel l'ALENA influence l'environnement (¹Jasmin et Zini, 2006; ²Voituriez et al., 2000; ³Vigna, 2008) **(suite)**

Aspects / Secteurs	Effets	Impacts
4) Les politiques et pouvoirs publics	Échelle	Faiblesse des ressources consacrées à la protection de l'environnement ¹ Absence de contrôle dans la gestion des matières résiduelles (lisier de porc, déchets domestiques et industriels, etc.) ¹
	Composition	Faiblesse de l'Accord nord-américain de coopération environnementale : sur la cinquantaine de plaintes acheminées à la Commission nord-américaine de coopération environnementale, huit seulement ont mené à la tenue d'enquêtes et au dévoilement public de résultats ¹ Orientation de la production agricole vers l'exportation plutôt que vers la satisfaction des besoins alimentaires de la population locale ¹ Perte de la souveraineté alimentaire ¹ Concentration de la production entre les mains des multinationales ¹
	Technique	

5.4 Analyse des causes

De nombreux facteurs de cet accord ont eu des rôles significatifs dans cette crise agricole, dont : le respect des clauses agricoles, l'asymétrie du pouvoir entre les pays, la puissance des entreprises et le manque de pouvoir des instances de l'ANACDE.

5.4.1 Non-respect des clauses

Une des critiques majeures faites à l'ALENA est le non-respect de certaines clauses par les États membres. Ces mauvaises pratiques ont potentiellement générées des impacts imprévus. Les experts considèrent que si l'entente avait été totalement respectée, les impacts de l'accord auraient possiblement été moins importants (Vigna, 2008). Le gouvernement mexicain n'a par exemple pas respecté les mesures de protection qui étaient prévues pour les produits sensibles tels que le maïs. Le maïs étatsunien a donc pu entrer au pays dès 1996 sans taxe et sans quota, accentuant ainsi les impacts négatifs pour les agriculteurs du Mexique et indirectement pour l'environnement (Vigna, 2008).

À l'inverse, les États-Unis ont à plusieurs reprises réagi de façon protectionniste dans le but de protéger leur marché. Dès qu'ils sentent une menace pour leurs industries, ils referment leurs frontières pour protéger leurs intérêts, n'honorant alors pas les clauses des ALE en vigueur. L'exemple des tomates de Sinaloa le démontre bien. Les producteurs de ce fruit ont dû lutter quatre ans pour parvenir à obtenir l'autorisation d'exporter leurs produits sur le territoire étatsunien (Vigna, 2008). Un embargo similaire est survenu avec le bois d'œuvre canadien démontrant que le Canada n'est pas plus à l'abri du protectionnisme étatsunien (Gélinas, 2015). Cette problématique fait ressortir un second enjeu critique de l'ALENA, l'iniquité des pouvoirs entre les pays membres.

5.4.2 Asymétrie du pouvoir entre les pays membres

Les États-Unis sont manifestement la puissance économique au sein de l'ALENA. Bien que tous les pays membres ont théoriquement un pouvoir égal au sein de ce type d'accord, on y constate un déséquilibre flagrant. Les É.-U., puissance économique dominante, profitent de leur position pour imposer des embargos sous prétexte de qualité insuffisante, de conditions sanitaires inadéquates ou encore de concurrence déloyale. À l'aide de ces mesures, les É.-U. ont pu protéger leurs producteurs en ralentissant la concurrence avec les pays voisins. Il va sans dire que le poids qu'exerce chaque pays au sein de l'accord est asymétrique. La libéralisation du secteur agricole et la concurrence qui a suivi n'ont fait qu'accentuer les inégalités déjà présentes entre ces pays (Vigna, 2008). Les termes de l'ALENA n'ont pu corriger ce déséquilibre et la domination économique entre les pays signataires.

5.4.3 Privatisation, pouvoir et lobbyisme

Les grands gagnants de l'ALENA sont sans contredit les multinationales et les investisseurs. En plus d'élargir les marchés, le Chapitre 11 de cet accord protège ces compagnies des mesures gouvernementales pouvant affecter leurs rendements (Gélinas, 2016; Vigna, 2008).

Il faut se souvenir que plusieurs termes de l'ALENA octroient un pouvoir significatif aux entreprises. On retrouve parmi celles-ci, la politique de concurrence, les investissements, les clauses concernant les procédures d'arbitrage entre les investisseurs et les États, etc. (Dugas, 2004). Grâce à ces clauses et avec la participation du secteur privé à l'élaboration des normes à travers différentes institutions de l'ALENA (groupes et comités de travail), une privatisation des règles et de la gouvernance économique se fait ressentir au détriment du pouvoir des États (Dugas, 2004; Jasmin et Zini, 2006). On constate donc un changement majeur dans la gouvernance. La pression faite par les acteurs privés s'accroît et les entreprises imposent maintenant certaines contraintes au gouvernement. Comme le souligne bien M. Dugas (2004),

« L'ouverture commerciale et la place croissante du commerce ont indirectement donné des munitions au lobby des gens d'affaires. L'ALENA a ainsi affaibli la capacité de l'État de gérer et de légiférer sur le plan de l'énergie, des ressources en général et de l'investissement étranger. »

Ces mesures ont eu un effet direct et néfaste sur la souveraineté des États en matière de politique nationale environnementale. Grâce aux clauses retrouvées dans l'ALENA, les entreprises privées réclament une compensation de l'État pour les pertes ou l'augmentation des coûts de production occasionnés par un changement dans les mesures légales nationales. Ces mesures, qui ébranlent considérablement le pouvoir, la souveraineté nationale et la latitude des États à entreprendre des mesures environnementales strictes, découragent la mise en œuvre de législations contraignantes (Voituriez et al., 2000). D'ailleurs, dans le cadre de l'ALENA, plusieurs poursuites ont été intentées contre le gouvernement canadien, invoquant les clauses d'arbitrage, investisseur-État, du chapitre 11 (Berg, 1998). L'interdiction en 1997 d'importation au Canada de l'essence contenant l'additif MMT (méthylcyclopentadiényle manganèse tricarbonyl) jugé comme toxique en est un parfait exemple. Le Canada a dû verser en vertu de ce chapitre une indemnisation de 250 M\$ USD et il a retiré son interdiction suite à une plainte soulevée par l'entreprise US-Ethyl-Corporation (Affaires mondiales Canada, 2016c). Ces poursuites démontrent le faible pouvoir de la Commission de coopération environnementale, qui n'a pas son mot à dire dans ces procédures d'arbitrage qui touchent pourtant directement l'environnement. Cela souligne la capacité limitée des institutions gouvernementales à légiférer et à implanter les politiques souhaitées (Beauchamp, 2003).

Finalement, certaines clauses de l'ALENA autorisent que les différends soient discutés et réglés à huis clos. Des ententes sont donc prises, sans que la population ait connaissance des modalités des discussions tenues. Il s'agit notamment du cas du MMT, où le litige a été réglé directement entre le gouvernement du Canada et Ethyl Corp (Affaires mondiales Canada, 2016c). Cela reflète parfaitement le manque de transparence avec la population (Berg, 1998).

5.4.4 Manque de pouvoirs des clauses environnementales

Comme il a été abordé précédemment, les clauses environnementales contenues dans l'ANACDE et dans l'ALENA ne sont pas suffisantes pour assurer une protection durable des milieux naturels. Ces

dispositions ne font pas le poids face aux mesures de libéralisation des échanges. Pour parvenir à un processus de protection satisfaisant, une commission de protection environnementale possédant des pouvoirs substantiels devrait être établie. Celle-ci pourrait alors prévenir et corriger les problèmes environnementaux associés aux échanges (Beauchamps, 2003).

5.5 Critiques de l'ALENA

Suite à l'analyse des impacts environnementaux de l'ALENA dans le secteur agricole, de multiples répercussions ainsi que leurs causes ont été exposées. La partie qui suit consiste en un bilan et une courte critique de la situation environnementale au sein de l'ALENA.

D'abord, les partisans du libre-échange affirment que chaque pays bénéficiera de la libéralisation du commerce, considérant la théorie des avantages comparatifs. Toutefois, ce modèle théorique établi avec des conditions et des hypothèses strictes (ex. concurrence libre et parfaite) n'est pas nécessairement représentatif du marché international composé de multiples distorsions. De ce fait, d'autres arguments devraient accompagner la théorie des avantages comparatifs pour évaluer si les pays en tireront parti ou pas. Les accords mènent bel et bien à une spécialisation. Celle-ci n'est cependant pas indubitablement profitable pour les États, que ce soit dans le secteur économique, social ou environnemental.

Deuxièmement, le décalage des politiques environnementales est une faiblesse majeure. Le manque de coordination entre les politiques provoque des avantages comparatifs. Il en résulte une difficulté pour les États membres d'établir des normes contraignantes et efficaces (Voituriez et al., 2000).

Ensuite, le rôle de l'ANACDE et de la CCE est très limité, particulièrement si l'on considère que ce sont les groupes, les organismes et les citoyens qui doivent signifier les répercussions environnementales en cours ou à venir. Cette organisation n'est pas optimale pour prévenir et répondre à des dégâts environnementaux (Voituriez et al., 2000). Pour ce qui est de l'accord parallèle de l'ALENA sur l'environnement, l'ANACDE, la situation n'est cependant pas aussi désespérée que ce que l'on pense. Il est clair qu'il y a des faiblesses et des lacunes, cependant, il serait possible de bâtir à partir du système existant un plus adapté au besoin, intégrant des mesures exécutoires pour en garantir l'efficacité (Berg, 1998).

Quatrièmement, le commerce international dans le domaine agricole se produit actuellement au détriment des petits producteurs traditionnels. Ces derniers ne sont pas rétribués pour les externalités environnementales positives associées à leur mode de production traditionnel et durable (Wise et Nadal, 2004). À l'inverse, les producteurs utilisant des pratiques industrielles ne s'acquittent pas des coûts associés à la pollution, à la destruction d'habitat, à la perte de biodiversité et à toutes les externalités négatives. Ces phénomènes qui échappent actuellement aux marchés créent des distorsions et sous-évaluent les coûts et les répercussions réelles des différents modèles. Les accords de libre-échange accentuent ce défaut du marché en liant ces deux modes de production (traditionnel et industriel). Avec la libéralisation des échanges, ces modes de production sont en compétition et les distorsions dues aux

externalités positives et négatives n'y sont pas internalisées. Cela provoque une concurrence inégale et injuste où les agriculteurs traditionnels et l'environnement sont doublement perdants (Wise et Nadal, 2004). Le cas du maïs est plus que parlant. L'accord a provoqué une augmentation des pressions et des dommages environnementaux aux États-Unis, tout en appauvrissant le patrimoine génétique et sa riche diversité d'espèces (Wise et Nadal, 2004). Les accords tels l'ALENA, grâce à la libéralisation du commerce, alimentent la globalisation des marchés et accentuent sa défaillance.

Puis, malgré la place théorique de l'environnement dans cet accord, on constate un décalage majeur entre la sphère environnementale et économique. La CCE souligne elle-même le manque de collaboration et de coopération entre les groupes de travail et les autres institutions économiques de l'ALENA ayant des responsabilités environnementales (Voituriez et al., 2000). Cette séparation entre les questions et les problématiques commerciales et environnementales se manifeste de manière marquée par un manque de collaboration entre deux grandes instances, la Commission du libre-échange et la Commission de coopération environnementale (Berg, 1998).

Ensuite, l'inégalité entre les partenaires est un aspect redoutable des ALE. Pour que tous les pays tirent profit de ces accords, il est essentiel que des stratégies soient élaborées afin que le libre-échange ne résulte pas en un avantage significatif pour le plus puissant. Il est aussi important d'assurer le respect des clauses par les pays. De telles mesures permettraient de réduire considérablement les répercussions qui se matérialisent autant sur le plan social, qu'économique et environnemental (CETRI, 2016). Cela soulève cependant des questionnements majeurs : Comment mettre en place un accord qui respectera les mesures établies ? Comment s'assurer du respect des différentes clauses ?

Finalement, l'ALENA démontre en revanche qu'il est possible d'intégrer des préoccupations environnementales à un accord de libre-échange. Bien encadrées et respectées par les États membres, de telles clauses pourraient mener à la mise en place d'une politique environnementale nationale effective qui permettrait de limiter les répercussions négatives liées à l'ouverture des marchés. Une des problématiques identifiées dans le cas de l'ALENA est que l'application des clauses est limitée étant donné qu'elles ont été élaborées sans vision et stratégie à long terme (Voituriez et al., 2000).

« Il existe cependant dans l'ALENA des éléments favorables à une harmonisation à la hausse des normes environnementales et, par conséquent, susceptibles d'être favorables aux entreprises les plus nouvelles, mieux à même de profiter de cette tendance. Les optimistes estiment que cette démarche pourrait rehausser l'influence des organisations environnementales et provoquer l'établissement de liens transnationaux fondés sur le principe que « le prix des produits des partenaires vendus sur les marchés de chaque autre devrait intégrer le coût de la protection de l'environnement » (Berg, 1998)

Il va sans dire qu'il reste encore beaucoup à faire pour que les institutions de l'ALENA atteignent le but essentiel de l'accord : un développement économique durable mettant en valeur la protection et la conservation de l'environnement (Berg, 1998).

6. RECOMMANDATIONS

L'analyse des impacts environnementaux de l'ALENA dans le secteur agricole illustre les effets pervers de la libéralisation des échanges ainsi que les risques associés à de tels accords. L'examen des impacts environnementaux confirme que l'établissement d'un objectif de développement durable clairement défini et la mise en place d'un accord conjoint sur l'environnement ne sont pas des mesures suffisantes pour atteindre un développement durable, tout particulièrement dans le secteur agricole.

Ce chapitre contient d'abord une description des prochains accords qui entreront en vigueur au Canada : l'Accord de Partenariat transpacifique (PTP) et de l'Accord économique et commercial global (AECG). Dans un deuxième temps, des recommandations sur la place des accords de libre-échange et sur la libéralisation du secteur agricole sont offertes. Il est cependant primordial de garder en tête qu'il est ardu d'offrir des solutions simples à une problématique aussi complexe. Les accords de libre-échange impliquent une diversité d'acteurs et concernent plus d'un secteur. La politique internationale est un sujet large comportant de multiples composantes qui ne peuvent pas toutes être abordées dans le cadre de cette analyse. À cet égard, les recommandations qui sont émises et les pistes de réflexion proposées comportent leur propre limite et elles ne couvrent qu'une infime partie des ALE.

6.1 Partenariat transpacifique et Accord économique et commercial global

De multiples accords économiques sont en cours de négociation ou de ratification au Canada. Parmi eux, deux accords ont occasionné beaucoup d'agitation auprès de la population canadienne et auprès des organisations et des regroupements du secteur agricole : le PTP et l'AECG.

Signé le 4 février 2016, en Nouvelle-Zélande, l'Accord du PTP regroupe 12 pays : Australie, Brunei, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam (Gélinas, 2015; Affaires mondiales Canada, 2016d). Le Canada a rejoint cet accord en 2012, deux ans après que les négociations aient débutées et après la tenue de onze séances de discussions. Pour en faire part, le Canada a dû accepter de réaliser des concessions non négligeables, telles que l'abolition des barrières tarifaires et non tarifaires pour les produits agricoles et agroalimentaires ainsi que la prolongation des brevets dans le secteur pharmaceutique (Gélinas, 2015). On retrouve de plus dans cet accord des clauses bien connues et critiquées des Canadiens, car présentes dans l'ALENA, soit une disposition sur l'investissement ainsi qu'une entente sur la propriété intellectuelle. Au final, toutes ces mesures mettent directement en danger la gestion de l'offre dans le secteur agricole, ce qui risque d'accentuer la perte de la souveraineté alimentaire (Gélinas, 2015).

Signé le 5 août 2014, l'AECG est en cours de ratification par les 28 États membres de l'Union européenne. Son entrée en vigueur est incertaine étant donné les réticences de certains pays à le ratifier. Cet accord a été fortement critiqué en raison des négociations qui ont été accomplies dans le plus grand secret, sans consultation auprès de la population, des organismes et des entreprises. Outre les échanges à huis clos, la particularité de l'AECG réside dans les concessions faites aux entreprises transnationales

qui « vont plus loin que jamais » (Gélinas, 2015). Cet accord, qui met aussi en péril la gestion de l'offre en agriculture, risque de créer de grands remous dans le milieu agricole. Selon plusieurs spécialistes, l'Europe sortira grande gagnante de cet accord (Gélinas, 2015).

Comme ces ALE sont maintenant signés et que les négociations sont closes, ces accords entreront surement en vigueur. Cela même si plusieurs termes vont à l'encontre du bien-être et du développement du Canada. Nous n'avons qu'à penser aux mécanismes de règlement de différends investisseurs-États inclus dans ces deux accords (Sérinet, 2015). Il est évident que la mise en œuvre d'accord de libre-échange est un enjeu qui va bien au-delà des problématiques sociales et environnementales. En effet, la politique internationale, le développement des marchés, la compétition des pays, le lobbyisme des entreprises privées de plus en plus important et leur intégration toujours plus verticale démontrent que le commerce international va bien au-delà des enjeux sociaux et environnementaux. Ces accords, influencés principalement par ces enjeux d'ordre politique et économique, seront donc rarement reportés ou modifiés afin de protéger les milieux naturels ou afin d'éviter de futurs conflits sociaux. L'environnement est donc encore loin d'être un des enjeux prioritaires dans l'élaboration de ces accords (Wise et Nadal, 2004).

Considérant que l'entrée en vigueur de ces accords se produira, il devient impératif de trouver des stratégies pour inclure et optimiser la protection de l'environnement. Les pays membres de l'ALENA étaient précurseurs en intégrant un volet environnemental dans leur accord. Les pays membres pourront se servir de cet accord pour améliorer les ALE qui suivront.

6.2 Perspectives d'amélioration

Plus de vingt ans se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA. Malgré les débats qui subsistent, les résultats sont clairs : de tels accords sont particulièrement profitables aux entreprises alors que les États signataires ainsi que la majorité de la population constatent peu les bénéfices et subissent plutôt les répercussions négatives. Il s'agit d'un des risques majeurs associés à la mise en place d'accords supplémentaires.

Étant donné que les négociations du PTP et l'AECG sont terminées, il y a peu de chances que des changements s'opèrent pour ces accords. Cependant, le changement de gouvernement offre de nouvelles avenues quant au dénouement de ces accords. Le nouveau premier ministre canadien, Justin Trudeau, a justement promis lors de la campagne électorale de 2015 « un débat public approfondi et ouvert [de] sorte que les Canadiennes et les Canadiens soient consultés » (Sérinet, 2015). Si ces engagements sont mis à exécution, Chrystia Freeland, la ministre du Commerce international pourrait bien rouvrir les négociations pour ces accords. Ces suggestions, tirées de l'expérience de l'ALENA, feront donc ressortir les pistes réflexions pouvant être utilisées pour que les ALE soient plus bénéfiques aux citoyens, et ce, en soulignant les nombreuses possibilités offertes par les accords économiques pour mettre en place des mesures de protection de l'environnement dans le secteur agricole.

6.2.1 Rôle des citoyens

Tout d'abord, afin de répondre au besoin de la population et ainsi augmenter leur bien-être, il est important d'inclure les citoyens, les organismes, les entreprises et toutes les autres parties prenantes dans les processus de négociations. Bien que cela puisse sembler fastidieux, il est évident que le public ne sera pas réceptif à des accords conclus lors de négociations à huis clos, laissées aux mains de quelques experts. Comme le souligne M. Vaillancourt (2012), de l'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC), bien que le libre-échange aborde des questions de politique fédérale, ce sont les citoyens qui en ressentiront les répercussions directes, que ce soit en matière de souveraineté (politique, alimentaire, etc.), de choix économiques ou d'organisation sociale.

Ce n'est cependant pas aussi simple d'intégrer la population dans de tel processus. C'est pourquoi des stratégies pourraient être élaborées pour encourager la participation du public et éveiller l'intérêt des citoyens. En démontrant un souci et une considération pour l'opinion de la population, le gouvernement faciliterait l'acceptation des accords de libre-échange. (Serinet, 2015)

6.2.2 Importance des études d'impacts

Afin de mieux comprendre les enjeux, les risques et les bénéfices des accords de libre-échange, de meilleures études examinant en profondeur les conséquences économiques, environnementales et sociales pourraient être réalisées en aval de la signature des accords. On constate, pour l'instant, un manque d'information sur les répercussions de ces accords. Le Canada s'engage dans de nouvelles mesures de libéralisation, telles que l'ouverture des services publics, sans qu'aucune étude concluante sur les répercussions économiques n'ait été réalisée (Serinet, 2015).

Des études sont parfois entreprises, comme l'évaluation environnementale initiale dans le cas du PTP. Ces dernières sont toutefois très générales et peu approfondies. Cela donne l'impression que le Canada entreprend actuellement des négociations de nouveaux accords sans bilan et sans connaître véritablement les impacts des accords dont il fait déjà partie (Berg, 1998).

6.2.3 Protection de l'environnement

Le libre-échange, il est évident, apporte de nouvelles contraintes où l'État est tenu de concilier l'environnement et le développement économique tout en répondant aux critères, toujours plus contraignants et concurrentiels, exigés par la libéralisation du commerce et par la globalisation de la production. Le gouvernement est cependant aussi responsable de s'assurer que les progrès environnementaux et sociaux, acquis au cours des dernières années et inclus dans les politiques gouvernementales, soient maintenus et même améliorés.

Pour la mise en œuvre d'ALE durables, les gouvernements devraient mettre en place les mesures nécessaires pour assurer la protection de l'environnement ainsi que le maintien de standards sociaux et environnementaux élevés. Sinon, les marchés agricoles livrés à eux-mêmes n'atteindront pas un

développement agricole durable (Kroll, 2006). Des mesures respectées par tous les États membres, comme des taxes supplémentaires pour les modèles agricoles polluants, favoriseraient la prise en compte dans le marché de certains coûts environnementaux. À l'inverse, des subventions peuvent être allouées aux agriculteurs optant pour des pratiques durables. Ces mesures offriraient un prix ajusté et plus représentatif qui intégrerait une partie des externalités environnementales (Figuère et al., 2014).

En complémentarité à cela, la disparition des frontières dans le secteur commercial cause de nombreux impacts environnementaux. Afin de minimiser les répercussions négatives, une coopération internationale devrait *de facto* être incluse dans les accords économiques. L'ANACDE au sein de l'ALENA est un exemple intéressant. Pour parvenir à des mesures de protection efficaces, des politiques environnementales communes pourraient être de surcroît établies ou du moins une meilleure association entre les politiques actuelles pourrait être faite.

Les mesures économiques ne devraient pas, au final, pouvoir supplanter les mesures environnementales. Des mesures, claires, contraignantes et votées par les États membres, éviteraient par exemple les différends entre les États concernant le protectionnisme vert (que l'environnement sert à des buts protectionnistes). Dans un même temps, un mécanisme contraignant qui forcerait les compagnies transnationales à rendre des comptes aux pays en cas de dommages à l'environnement pourrait éviter certaines problématiques causées par l'utilisation du mécanisme de règlement de différends par les corporations transnationales (Serinet, 2015).

6.2.4 Introduire une approche ascendante

Au sein de l'ALENA, une approche ascendante (*bottom-up*) est principalement utilisée pour la gestion des problèmes environnementaux. Des citoyens ou des organismes doivent porter plainte à la CCE pour des pratiques dommageables pour l'environnement. Bien que ce processus sollicite la participation de la population, il ne s'agit pas d'une structure stratégique pour prévenir efficacement les risques environnementaux et pour cibler les pratiques dévastatrices. Par conséquent, une approche descendante (*top-down*) pourrait aussi être implantée pour compléter la procédure existante. Cela favoriserait la prévention et l'identification des problèmes environnementaux (Voituriez et al., 2000).

6.2.5 Évaluer le modèle agricole à favoriser

Les politiques agricoles et les décisions qu'implique la mise en place d'accord de libre-échange ont des répercussions à long terme qui auront des impacts décisifs sur le développement économique d'un pays et sur les mesures environnementales et sociales. Afin d'avoir une vision nationale précise, le Canada devrait s'interroger sur sa vision à long terme et sur le modèle de développement agricole qu'il veut promouvoir. L'impact positif d'un secteur agricole multifonctionnel assurant un standard de vie décent aux agriculteurs et valorisant une production agricole soutenable et locale devrait être considéré. Favoriser ce type de systèmes diversifiés pourrait soutenir un développement de l'économie rurale durable.

Le Canada est historiquement reconnu pour avoir résisté à la libéralisation du secteur agricole. Basé sur l'assistance de l'état, ce secteur économique unique auparavant avait droit à un traitement particulier (Skogstad, 2008). Aujourd'hui, avec la multiplication des accords de deuxième génération, libéralisant l'agriculture, le Canada soutient plutôt un modèle productiviste et exportateur.

Au final, un grand nombre des risques et des répercussions négatives peuvent être évités par des politiques publiques fortes et par un gouvernement qui tient tête au lobby et qui prend des décisions qui optimisent réellement le bien-être de sa population, ce qui passe inévitablement par une vision commune de développement à long terme et durable.

6.2.6 Retrait des produits agricoles

De nombreux experts soulignent l'impact majeur de la libéralisation des produits agricoles et agroalimentaires sur la souveraineté alimentaire. Ceux-ci s'alarment de la diminution de l'autosuffisance et de la perte de souveraineté alimentaire que la libéralisation des produits agricoles engendre (Bouchard, 2004). Bien que ce phénomène soit plus marqué dans des pays en voie de développement, les pays industrialisés sont aussi affectés par une perte d'autonomie dans ce secteur. Pour éviter cette problématique et ainsi réduire les impacts sociaux de l'entrée en vigueur d'ALE, certains mouvements et certaines organisations tels que l'Union paysanne au Québec proposent le retrait complet de ces produits dans les accords.

Pour ces organisations, le droit de chaque pays de nourrir sa population doit prévaloir sur la concurrence et le libre marché. Il ressort de cette position un aspect important sur lequel les pays doivent réfléchir et se positionner. Quelle est la priorité de l'agriculture, est-ce encore ses fonctions alimentaires? La fonction économique et la recherche du profit ont-elles supplanté cette fonction alimentaire vitale? Pour les tenants de la souveraineté alimentaire, l'agriculture va au-delà l'autonomie alimentaire. Il s'agit aussi d'un enjeu de santé publique, d'aménagement, de développement rural ainsi qu'un enjeu de gestion et d'occupation du territoire et des ressources naturelles qui le composent. Pour ces raisons, ce secteur ne peut être laissé à lui-même dans un marché à forte concurrence, les risques encourus sont trop considérables. (Bouchard, 2004)

Selon Roméo Bouchard (2004), ancien président de l'Union paysanne :

« Il faut surtout reconquérir et restructurer nos marchés intérieurs, démolis par l'intégration continentale. Le mouvement paysan n'est pas contre les échanges de produits alimentaires entre les pays, mais ces échanges doivent être équitables et respecter la souveraineté alimentaire de tous les pays. Les subventions directes à l'exportation sont effectivement un procédé déloyal et inéquitable et elles doivent être éliminées. Par contre, le soutien intérieur et des tarifs protecteurs sont des mesures nécessaires et légitimes pour garantir la souveraineté et la sécurité alimentaires d'un pays ».

En réponse au libre-échange des produits agricoles et aux impacts générés, une tendance localiste se développe dans certaines régions du monde. Ce mouvement citoyen privilégie l'achat et la consommation de produits locaux pour soutenir les petits agriculteurs. Ce courant de consommation révèle le

mécontentement de la population face à la production industrielle intensive et polluante qui se fait bien malheureusement au détriment des paysans. Grâce à l'éveil social et environnemental qui voit le jour depuis plusieurs années, la production agricole est de plus en plus questionnée par la population. Les crises qui surviennent, autant dans les pays du nord que du sud, se manifestent par des exigences particulières correspondant à un développement durable de l'activité agricole (Kroll, 2006).

6.2.7 Pouvoir du libre-échange

Le libre-échange en soi est aussi questionnable. Les organisations internationales et de nombreux partisans de la libéralisation du commerce confondent les concepts théoriques de concurrence libre et parfaite, avancés par les chercheurs, et les marchés réels qui sont beaucoup plus complexes, composés de distorsion et de signaux économiques faussés (Kroll, 2006). Gélinas (2015) va même jusqu'à dire qu'« on se trompe concernant le rôle central attribué au marché dans l'organisation complexe de la société : elle repose sur des apparences et de faux postulats ». Selon cet auteur, ce système ne s'est pas enraciné dans nos sociétés par manque d'alternative, mais plutôt grâce aux défenseurs qui ont réussi à convaincre la population et les gouvernements de ses bienfaits.

De plus, les ALE de deuxième génération ont complètement révolutionné la portée du libre-échange. Ceux-ci ont des impacts qui vont au-delà de la libéralisation du commerce. Ces accords, tel qu'ils sont négociés actuellement, sont toujours plus contraignants pour les États et ils privilégient la prise de décision par quelques acteurs économiques grâce à des règles restreignant la capacité des États membres à légiférer de façon démocratique (Serinet. 2015). La problématique de la perte de pouvoir des États est présente et de plus en plus alarmante. Les effets négatifs de telles mesures, particulièrement en matière d'environnement, ne sont pas sans répercussions comme il l'a été soulevé précédemment. M. Serinet (2015), du Réseau québécois sur l'intégration continentale, souligne à l'aide d'exemple les conflits que de tels termes créent entre les investisseurs et les politiques publiques :

« On conteste la hausse du salaire minimum (Veolia contre l'Égypte), des protections environnementales minimales (Bilcon contre le Canada), le retrait du nucléaire (Vattenfall contre l'Allemagne), des mesures de santé publique (Philip Morris Tobacco contre l'Uruguay et l'Australie), et même des décisions juridiques (la pharmaceutique Eli Lilly contre le Canada). Plus près de nous, au Québec, on pourrait être condamné à verser 250 millions de dollars à Lone Pine Resources, qui conteste le moratoire sur l'exploration des gaz de schiste dans le fleuve Saint-Laurent, une décision qui repose pourtant sur un principe essentiel de précaution en matière d'environnement. »

Il est évident que l'État ne peut confier ses responsabilités environnementales à une main invisible et à des compagnies dont l'objectif fondamental est de réaliser plus de profit. Il serait donc pertinent de s'interroger sur la portée du libre-échange tel qu'il est négocié présentement. Cela ne signifie pas pour autant de retourner à des États protectionnistes. Il s'agit plutôt de revoir la façon dont les négociations sont réalisées et de cesser de céder, dans les accords commerciaux, toujours plus de pouvoir aux compagnies transnationales (Vaillancourt, 2012).

6.2.8 Économie écologique vers une soutenabilité forte

Le système économique standard n'est actuellement pas efficace pour répondre aux problématiques environnementales et sociales. L'économie écologique est un système économique apparu entre 1960-1970 au moment où les questions environnementales ont pris de l'ampleur. Cette idéologie est considérée par certains économistes comme une alternative au système actuel qui échoue à internaliser correctement les coûts environnementaux.

L'économie écologique, à l'opposé de l'économie environnementale standard, adopte une approche multidisciplinaire qui se caractérise par une pensée systémique, par des théories scientifiques (biologique, thermodynamique, écologie systémique, etc.) et par des approches institutionnalisées. Elle étudie plus particulièrement les interactions entre l'économie et l'environnement en y intégrant des principes provenant des sciences sociales, des sciences politiques et des sciences de la nature. Elle diffère drastiquement de l'économie standard par la place qu'elle accorde à la nature. Le système économique actuel est illustré comme un système fermé et isolé où les milieux naturels ne sont pas représentés. À l'opposé, l'économie écologique propose de positionner l'économie au sein de la biosphère, de laquelle l'économie dépend. Cette vision s'inscrit dans l'idéologie de la finitude des ressources naturelles de la planète, comme le suggérait le rapport du club de Rome de 1972. Ainsi, selon la vision de l'économie écologique, le capital naturel est la ressource limitante de la planète. (Petit et al., 2016)

Cette démarche holistique vise donc un développement durable de forte soutenabilité, alors que l'économie traditionnelle fait plutôt la promotion d'un développement durable faible. L'économie écologique établit donc que seule une faible substitution entre les capitaux est possible, car elle reconnaît l'existence d'un seuil d'irréversibilité : le capital naturel critique.

Ce courant hétérogène prend tranquillement place dans certaines institutions et entreprises. Pour répondre aux difficultés des problématiques économiques et sociales, des outils d'aide à la décision plus complets, considérant les valeurs et allant au-delà de l'analyse strictement monétaire, sont généralement utilisés. Des méthodes globales regroupant de multiples indicateurs permettent de répondre de façon plus adéquate et avec plus de précision à ces enjeux tout en considérant une diversité de valeurs (Petit et al., 2016).

6.2.9 Coopérativisme comme alternative

Plusieurs experts soucieux des enjeux environnementaux et sociaux de la course vers le profit du capitalisme appellent à un changement de paradigme. Bien que nombreux sont ceux qui acquiescent aux problématiques de ce système économique, peu d'entre eux sont cependant prêts à prendre la voie d'un système alternatif et moins nombreux encore sont ceux qui croient y parvenir.

Jacques B. Gélinas (2015), dans son récent ouvrage *Le néolibre-échange, l'hypercollusion business-politique*, offre une solution intéressante. L'auteur invite à une douce transition vers une économie collaborative. Selon lui, « Le défi n'est pas d'inventer un nouveau modèle, mais plutôt de reconnaître à sa

juste valeur un système déjà expérimenté qui a fait ses preuves : le coopérativisme » (Gélinas, 2015). Ce modèle, soutenu par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), est préconisé pour la conciliation qu'il fait entre l'économie et la démocratie. Autrement dit, ce système favorise une répartition juste et équitable du capital, il réduit drastiquement les inégalités et il encourage l'éducation et l'entraide. Ce modèle préconisant le développement économique par la communauté locale s'applique particulièrement bien au secteur agricole où la propriété commune des moyens de production et la démocratie permettent une production rationnelle, juste, égalitaire et respectueuse de tous. L'intérêt du coopérativisme est dans l'autonomie et la liberté qu'ont les acteurs d'y participer, peu importe le système économique en place.

L'Alliance coopérative internationale (ACI) résume en sept principes les valeurs de ce modèle : 1) Libre adhésion, 2) Démocratie, 3) Participation de tous, 4) Autonomie, 5) Éducation des membres, 6) Entraide entre les membres, 7) Engagement dans la communauté (Gélinas, 2015). Au final, le coopérativisme, qui remet le capital au service des populations, est une solution intéressante, car il s'intègre à un modèle d'économie pluraliste où les compagnies privées ainsi que les institutions publiques et parapubliques ne sont pas exclues.

CONCLUSION

Les ententes commerciales de deuxième génération, telles que l'ALENA ou le GATT, ne sont pas compatibles avec les objectifs environnementaux du développement durable. L'analyse qui a été réalisée témoigne que les répercussions environnementales dans le secteur agricole étaient présentes et non négligeables, affectant ainsi la soutenabilité de ce modèle.

L'évaluation des concepts clés du libre-échange au chapitre 1 a d'abord permis d'expliquer que, selon les théoriciens, ce type d'échange commercial mène à la spécialisation des activités d'un pays. À l'aide du portrait du développement durable retrouvé dans le second chapitre, l'avènement de ce concept a été clairement décrit. Ce faisant, la place du DD au sein du commerce international a pu être exposée. Cette mise en contexte a permis de définir les concepts essentiels à une compréhension adéquate de la problématique.

Le troisième chapitre introduit le cœur de la problématique, soit l'agriculture. Suite à un portrait de ce secteur d'activité, les impacts négatifs majeurs des méthodes d'agriculture industrielle ont été soulevés. À ce sujet, il est possible de constater que la spécialisation des activités se concrétise dans ce secteur par l'implantation de grandes cultures d'une seule espèce. Ce modèle de monoculture hautement mécanisé est la source de la majorité des impacts environnementaux négatifs. En plus d'être dépendant en intrants chimiques ces pratiques sont exigeantes en ressource hydrique. Ainsi, il en résulte de multiples conséquences telles que la pollution de l'eau, de l'air et des sols, la perte de biodiversité, la propagation de ravageurs, la modification des réseaux hydrologiques, la compaction des terres ainsi que la détérioration de la qualité du sol. La soutenabilité du modèle agricole est loin d'obtenir l'unanimité. Beaucoup considèrent que ces impacts, particulièrement la perte de la qualité du sol, démontrent clairement le manque de durabilité de ce modèle. Cependant, d'autres experts et compagnies transnationales estiment qu'un développement durable de soutenabilité faible est possible grâce au développement de technologies pour contrer la perte de capital naturel.

Les chapitres 4-5 ont permis de concrétiser ces hypothèses à l'aide de l'étude de cas de l'ALENA. Cet accord est particulièrement intéressant à étudier vu son rôle décisif sur la scène des ententes commerciales. Cet accord, contenant des particularités jamais vues auparavant, a marqué un pas vers l'avant par la mise en place d'un accord parallèle sur l'environnement. Le chapitre 4 a permis de conclure que malgré la place accordée à l'environnement dans cet accord trilatéral, les efforts du Canada, des États-Unis et du Mexique n'ont pas permis d'arriver à un réel développement durable. Le chapitre 5 confirme cette hypothèse en démontrant plus spécifiquement les impacts environnementaux négatifs de cet accord sur le secteur agricole. Un déplacement majeur de la production du Mexique vers les États-Unis a été constaté. Cela a causé une transition des méthodes de production plus soutenables des paysans du Mexique vers une production industrielle et polluante des grandes cultures étatsuniennes. Ainsi, de multiples causes à la source de ce changement dans la production agricole ont été identifiées,

telles que le non-respect des clauses, l'asymétrie du pouvoir entre les membres, la privatisation et le pouvoir des lobbys, ainsi que le manque de pouvoir discrétionnaire des clauses environnementales.

Finalement, à partir de cette analyse du libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique des recommandations ont été formulées dans le sixième chapitre afin d'offrir des pistes de solutions pour les prochains accords qui entreront en vigueur : le PTP et le l'AECG. Parmi celles-ci, on retrouve le besoin d'inclure les citoyens dans le processus de négociation des accords. Ensuite, il est suggéré que de meilleures études sur les répercussions des accords soient réalisées. Puis, il est aussi conseillé d'accorder une plus grande importance à la production agricole de subsistance dans les politiques gouvernementales. Il est souligné que le Canada devrait se questionner sur sa vision à long terme et sur le modèle de développement agricole qu'il tient à promouvoir. Enfin, des alternatives telles que l'économie écologique et le coopérativisme sont finalement offertes en guise de piste de réflexion.

En conclusion, comme l'analyse le démontre bien, le commerce international et l'environnement sont deux sphères indissociables. C'est pourquoi l'environnement devrait de facto être inclus et promu dans les accords de libre-échange sous la bannière de l'implantation d'un développement durable fort. Pour ce faire, il est cependant nécessaire que la population et les gouvernements se questionnent sérieusement sur les modèles économiques, sociaux et environnementaux à mettre de l'avant. La crise environnementale actuelle et les inégalités sociales toujours plus grandes nous obligent à reconnaître les conséquences du système économique actuel. Peut-être est-il temps d'oser remettre en question le modèle de développement afin d'atteindre un développement en harmonie avec l'environnement. Finalement, il est difficile de répondre à cette problématique sans considérer les enjeux politiques, sociaux et éthiques. Afin d'avoir un portrait clair et d'offrir des solutions viables et concrètes, tous ces enjeux et leur interdépendance doivent être considérés.

RÉFÉRENCES

- Abdelmalki, L. et Mundler, P. (2010). *Économie de l'environnement et du développement durable*. Bruxelles, Belgique : De Boeck.
- Abdelmalki, L. et Sandretto, R. (2011). *Politiques commerciales des grandes puissances : La tentation du néoprotectionnisme*. Belgique, Bruxelles : De Boeck.
- Affaires mondiales Canada (2015a). Texte de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Repéré sur le site d'Affaires mondiales Canada, section Ouverture de nouveaux marchés - Les Accords de libre-échange : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/text-texte/00.aspx?lang=fra>
- Affaires mondiales Canada (2015b). L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) : Faits saillants. Repéré sur le site d'Affaires mondiales Canada, section Ouverture de nouveaux marchés - Les Accords de libre-échange : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/facts.aspx?lang=fra>
- Affaires mondiales Canada (2016a). Accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et les États-Unis. Repéré sur le site d'Affaires mondiales Canada, section Ouverture de nouveaux marchés - Les Accords de libre-échange : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/us-eu.aspx?lang=fra>
- Affaires mondiales Canada (2016b). L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Repéré sur le site d'Affaires mondiales Canada, section Ouverture de nouveaux marchés - Les Accords de libre-échange : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/index.aspx?lang=fra>
- Affaires mondiales Canada (2016c). ALÉNA - Chapitre 11 – Investissement. Poursuites contre le Gouvernement du Canada : Ethyl Corporation c. le Gouvernement du Canada. Repéré sur le site d'Affaires mondiales Canada, section ALÉNA - Chapitre 11 – Investissement - Poursuites contre le Gouvernement du Canada : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/disp-diff/ethyl.aspx?lang=fra>
- Affaires mondiales Canada (2016d). Partenariat transpacifique (PTP). Repéré sur le site d'Affaires mondiales Canada, section Ouverture de nouveaux marchés - Les Accords de libre-échange : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/tpp-ptp/index.aspx?lang=fra>
- Agriculture et agroalimentaire Canada (2012a). Le cycle de Doha. Repéré sur le site de AAC, section Négociations en cours - Négociations de l'OMC sur l'agriculture : <http://www.agr.gc.ca/fra/industrie-marches-et-commerce/politiques-commerciales-agroalimentaires/negociations-en-cours/negociations-de-l-omc-sur-l-agriculture/?id=1384284178356>
- Agriculture et agroalimentaire Canada (2012b). Accords commerciaux en vigueur. Repéré sur le site de AAC, section Politiques commerciales agroalimentaires : <http://www.agr.gc.ca/fra/industrie-marches-et-commerce/politiques-commerciales-agroalimentaires/accords-commerciaux-en-vigueur/?id=1384265676755>
- Agriculture et agroalimentaire Canada (2012c). Négociations de l'OMC sur l'agriculture - Objectifs du Canada dans le cadre des négociations. Repéré sur le site de AAC, section Politiques commerciales agroalimentaires - Négociations en cours : <http://www.agr.gc.ca/fra/industrie-marches-et-commerce/politiques-commerciales-agroalimentaires/negociations-en->

cours/negociations-de-l-omc-sur-l-agriculture/negociations-de-l-omc-sur-l-agriculture-objectifs-du-canada-dans-le-cadre-des-negociations/?id=1384272897998

Agriculture et agroalimentaire Canada (2015). *Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien – 2015*. Repéré sur le site du Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture, section Recherche http://www.cahrc-ccrha.ca/sites/default/files/AAFCAAC-%23101342610-v3-12338F_-_Vue_d_ensemble_du_syst%C3%A8me_agricole_et_agroalimentaire_canadien_2015.pdf

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) (2003). Avantages de l'ALÉNA pour l'industrie agricole canadienne. Repéré sur le site de AAC, section Politiques commerciales agroalimentaires - Accords commerciaux en vigueur : <http://www.agr.gc.ca/fra/industrie-marches-et-commerce/politiques-commerciales-agroalimentaires/accords-commerciaux-en-vigueur/accord-de-libre-echange-nord-americain-alena/avantages-de-l-alena-pour-l-industrie-agricole-canadienne/?id=1383942670302>

Astruc, L. et Cros, C. (2011). *Manger local : S'approvisionner et produire ensemble*. Arles, France : Actes Sud.

Banque Mondiale (BM) (2016). Terres agricoles (% du territoire). Repéré sur le site de la (BM), section Données <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.AGRI.ZS?end=2013&start=2011>

Beauchamp, A. (2003). *ALÉNA et environnement : Les clauses vertes font-elles le poids?* Repéré sur le site du Institut d'études internationales de Montréal, section Publications et recherches : http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Cahier_0304_clausesvertes.pdf

Bécuwe, S. (2006). *Commerce international et politiques commerciales*. Paris, France : Armand Colin.

Berg, P. (1998). Au-delà de l'ALÉNA vers un marché Transatlantique Canada-Europe. Repéré sur le site du Parlement du Canada, section Au sujet du parlement – Liste de Publications : <http://www.lop.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublicationsArchive/bp1000/prb989-f.asp>

Bouchard, R. (2004). 10 ans de l'ALÉNA, Notre agriculture prend le champ. Repéré sur le site de À bâbord, section Les numéros : <https://www.ababord.org/Notre-agriculture-prend-le-champ>

Carlberg, J. et Rude, J. (2004). *Canada-Mexico agri-food trade under nafta*. Repéré sur le site de la Commission de coopération environnementale, section Publications : <http://home.cc.umanitoba.ca/~carlberg/bio/Carlberg%20Rude%20Revista.pdf>

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL) (2012). Oligopolistique. Repéré sur le site du CNRTL, section Lexicographie : <http://www.cnrtl.fr/definition/oligopolistique>

Centre tricontinental (CETRI) (2016). Origine, objectifs et effets de l'ALCA. Repéré sur le site du CETRI, section Publications : <http://www.cetri.be/Origine-objectifs-et-effets-de-l?lang=fr>

Commission de coopération environnementale (2016b). Le Conseil. Repéré sur le site de la CCE, section Qui sommes-nous? – Le Conseil : <http://www.cec.org/fr/qui-sommes-nous/le-conseil>

Commission de coopération environnementale (2016ba). La Commission de coopération environnementale. Repéré sur le site de la CCE, section Qui sommes-nous? – Le Commission de coopération environnementale <http://www.cec.org/fr/qui-sommes-nous/qui-sommes-nous>

Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) (1987). *Notre avenir à tous*. Paris, France : Éditions Alternatives.

- Copeland, B.R. et Taylor, M.S. (2003). *Trade and the Environment: Theory and Evidence*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Déclaration de Berne (2014). *Agropoly : Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation*. Repéré sur le site de la Déclaration de Berne, section Thèmes et contexte : <https://www.ladb.ch/fileadmin/files/documents/Lebensmittelindustrie/DB-Solidaire216-Agropoly-2e-edition-juin2014.pdf>
- Dietz, S. et Neuayer, E. (2007). Weak and strong sustainability in the SEEA: Concepts and measurements. *Ecological economics*, 61(4), 617-626.
- Dugas, S. (2004). L'ALENA : un bilan social négatif. Observatoire des Amériques. *Les chroniques d'Amériques*, 33. Repéré à http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Chro_0433_bilan-ALENA10.pdf
- Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) (s. d.). *Vers une stratégie alimentaire nationale : Cadre de référence pour assurer l'avenir de la nourriture*. Repéré sur le site de la FCA, section Programmes et projets : <http://www.cfa-fca.ca/sites/default/files/SAN.pdf>
- Figuière, C., Boidin, B. et Diemer, A. (2014). *Économie politique du développement durable*. Paris, France : De Boeck.
- Gélinas, J. B. (2015). *Le néolibre-échange : l'hypercollusion business-politique*. Montréal, Québec : Écosociété.
- Institut de la statistique du Québec (2011). *L'approche par capitaux pour mesurer le développement durable : où en est la réflexion?* Repéré sur le site de l'Institut de la statistique du Québec, section Info – Développement Durable : <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/developpement-durable/indicateurs/bulletin-info-dd-001.pdf>
- Institut de la statistique du Québec (2015). Capital. Repéré sur le site de l'Institut de la statistique du Québec, section Définition(s) : <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/developpement-durable/cdmi.html>
- Institute of science in society (ISIS) (2013). US Staple Crop System Failing from GM and Monoculture. Repéré sur le site de l'ISIS, section Publications : http://www.isis.org.uk/US_Staple_Crop_System_Failing_from_GM_and_Monoculture.php
- Jasmin, É. et Zini, S. (2006). *Fiche sur les accords régionaux : L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) (1990-2006)*. Repéré sur le site du Institut d'études internationales de Montréal, section Publications et recherches : http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/ALENA_vfinale-13oct06.pdf
- Kestemont, B. (2010). *Les indicateurs de développement durable : Fondements et applications* (Thèse de Doctorat). Université de Bruxelles, Bruxelles, Belgique.
- Kroll, J.-C. (2006). Les politiques actuelles permettent-elles d'atteindre un développement durable en agriculture. *Oilseeds and fats, Crops and Lipids*, 13(2-3), 90-102. Repéré à <http://www.ocl-journal.org/articles/ocl/abs/2006/02/ocl2006132-3p90/ocl2006132-3p90.html>
- Martinez, C. (2008). *Les impacts de la nouvelle phase de l'ALENA au Mexique*. Repéré sur le site d'Alternatives international, section Nouvelles : <http://www.alterinter.org/spip.php?article1577>
- Meadows, D. H., Meadows, D. L., Randers, J. et Behrens III, W. W. (1972). *Halte à la croissance?* Paris, France : Fayard.

- Millenium Ecosystem Assessment (MEA) (2005). *Ecosystems and Human Well-being, Vol 2: Current states and trends*. Washington DC, VA : Island Press.
- Monsato (2015). Une agriculture durable. Repéré sur le site de Monsanto, section Nos engagements : <http://www.monsanto.com/global/fr/nos-engagements/pages/une-agriculture-durable.aspx>
- Neumayer, E., Dietz, S., & Atkinson, G. (2007). *Handbook of Sustainable Development*. Cheltenham, Royaume-Uni : Edward Elgar Publishing.
- Organisation des Nation-Unies (ONU) (2015a). Historique. Repéré sur le site de l'ONU, section Les OMD : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/bkgd.shtml>
- Organisation des Nation-Unies (ONU) (2015b). Objectifs de Développement Durable. Repéré sur le site de l'ONU, section Objectifs : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2010). *La volatilité des prix sur les marchés agricoles*. Repéré sur le site de la FAO, section Publications : <http://www.fao.org/docrep/013/am053f/am053f00.pdf>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2015). World agriculture: towards 2015/2030 an FAO perspective. Repéré sur le site de la FAO, section Publications : <http://www.fao.org/3/a-y4252e.pdf>
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (1999). *Étude : Commerce et environnement*. Repéré sur le site de l'OMC, section Documents, données et ressources : https://www.wto.org/french/tratop_f/envir_f/environment_f.pdf
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2015a). Les années GATT: de La Havane à Marrakech. Repéré sur le site de l'OMC, section Comprendre l'OMC: les essentiels: https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact4_f.htm
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2015b). Aperçu général: un guide pour la navigation. Repéré sur le site de l'OMC, section Comprendre l'OMC: les accords : https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/agrm1_f.htm
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2016a). Développement durable. Repéré sur le site de l'OMC, section Environnement : Questions : https://www.wto.org/french/tratop_f/envir_f/sust_dev_f.htm
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2016b). Qu'est-ce que l'OMC. Repéré sur le site de l'OMC, section L'OMC : https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/whatis_f.htm
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2016c). Les Membres de l'OMC cherchent à faire avancer les négociations sur l'agriculture. Repéré sur le site de l'OMC, section Nouvelles - Négociations sur l'agriculture: réunion informelle : https://www.wto.org/french/news_f/news16_f/agng_09mar16_f.htm
- Pelenc, J. et Ballet, J. (2015). Strong sustainability, critical natural capital and the capability approach. *Ecological economics*, 112, 36-44.
- Petit, O., Calvo-Mendieta, I., Froger, G., Vivien, F.-D., Chavagneux, C., Fourel, C., ...Clerc, D. (2016). *Une économie écologique est-elle possible?* Paris, France : Alternatives économiques

- Porter, G. (2003). *Agriculture Trade Liberalization and The Environment in North America: Analyzing the Production Effect*. Repéré sur le site de la Commission de coopération environnementale, section publications : <http://www3.cec.org/islandora/es/item/1883-agricultural-trade-liberalization-and-environment-in-north-america-en.pdf>
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2016). À propos du PNUD. Repéré sur le site du PNUD, section Opérations : http://www.undp.org/content/undp/fr/home/operations/about_us/
- Robertson, G.P., Swinton, S.M. (2005). Reconciling agricultural productivity and environmental integrity: a grand challenge for agriculture. *Frontiers in Ecology and the Environment*, 3(1),38-46.
- Serinet, P.-Y. (2015, 5 décembre). Repenser le libre-échange. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/457148/lutte-contre-les-changements-climatiques-repenser-le-modele-economique-du-libre-echange>
- Simon Fraser University (s. d.). Chapter 1 - Neoclassical growth theory. Repéré sur le site de Simon Fraser University, section Learnings : http://www.sfu.ca/~bkrauth/econ808/808_lec1.pdf
- Sinclair, S. (2015). *NAFTA Chapter 11 Investor-State Disputes*. Centre canadien de politiques alternatives. . Repéré sur le site du Canadian Centre for Policy Alternatives, section publications https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2015/01/NAFTA_Chapter11_Investor_State_Disputes_2015.pdf
- Skogstad, G. (2008). Internationalization and Canadian Agriculture: Policy and Governing Paradigms. *Canadian Journal of Political Science*, 42(2), 534-536.
- Statistique Canada (2011). Un portrait de l'agriculture canadienne. Repéré sur le site de Statistique Canada, section Publications - Données sur les exploitants agricoles de 2011 : <http://www.statcan.gc.ca/pub/95-640-x/2011001/p1/p1-00-fra.htm>
- Trouvé, A. (2015). *Le business est dans le pré. La dérive de l'agro-industrie*. Paris, France : Les édition Fayard.
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (2014). Notre Histoire. Repéré sur le site de l'UICN, section À propos de l'UICN : <http://www.iucn.org/fr/propos/>
- Vaillancourt, C. (2012). L'État québécois et les accords commerciaux : Le coût du libre-échange. Repéré sur le site de Vie économique, section Collections : <http://www.eve.coop/?a=165>
- Vigna, A. (2008). Le jour où le Mexique fut privé de tortillas. Repéré sur le site du Centre tricontinental, section Actualités : <http://www.cetri.be/Le-jour-ou-le-Mexique-fut-prive-de?lang=fr>
- Vivien, F.-D. (2009). Les modèles économiques de soutenabilité et le changement climatique. *Regards croisés sur l'économie*, 6, 75-83.
- Voituriez, T., Le Cotty, T. et Salles, J.-M. (2000). *Les questions d'environnement dans la future zone de libre-échange méditerranéenne: qu'a-t-on appris de l'ALENA?* Repéré sur le site de la Commission de coopération environnementale, section Publications : http://agritrop-prod.cirad.fr/478786/1/document_478786.pdf
- Wise, T. A. et Nadal, A. (2004). *The Environmental Costs of Agricultural Trade Liberalization: Mexico-U.S. Maize Under NAFTA*. Repéré sur le site de la Commission de coopération environnementale, section Publications :

<http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download;jsessionid=49B0C29A90C23288DD4C3F70253D625F?doi=10.1.1.494.4843&rep=rep1&type=pdf>

Wise, T. A., Gallagher, K. P. (2002). NAFTA, A Cautionary Tale : A Focus on the Americas. Repéré sur le site de Tufts University, section Research :
http://www.ase.tufts.edu/gdae/policy_research/FPIFnaftaOct2002.pdf

BIBLIOGRAPHIE

Edkins, P., Simon, S., Deutsch L., Folke, C. et De Groot, R. (2003). A framework for the practical application of the concepts of critical natural capital and strong sustainability. *Ecological economics*, 4(1-2), 165-185.

Fiel, B. et Olewiler, N. (2005). *Environmental economics*. Whitby, Ontario : McGraw-Hill Ryerson.

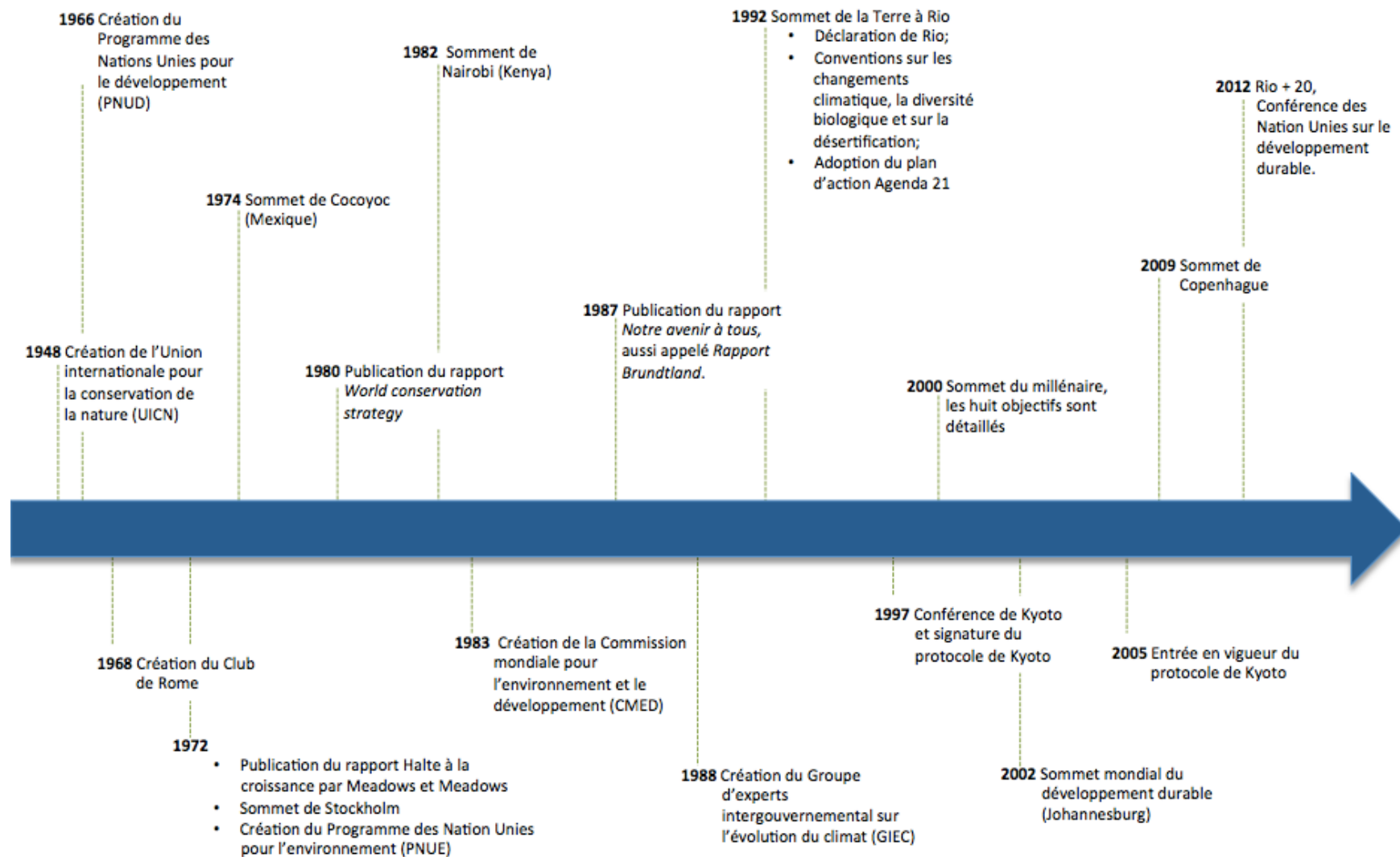
Neumayer, E. (2003) Weak versus strong sustainability: exploring the limits of two opposing paradigms (2). Cheltenham, Royaume-Uni : Edward Elgar.

ANNEXE 1 - LES CYCLES DE NÉGOCIATION DU GATT

(Tiré de Bécuwe, 2006)

Année	Lieu/Appellation	Domaines couverts	Pays participants
1947	Genève	Droits de douane	23
1949	Annecy	Droits de douane	13
1951	Torquay	Droits de douane	38
1956	Genève	Droits de douane	26
1960-1961	Genève (Dillon Round)	Droits de douane	26
1964-1967	Genève (Kennedy Round)	Droits de douane et mesures antidumping	62
1973-1979	Genève (Tokyo Round)	Droits de douane, mesures non tarifaires et « accords-cadres »	102
1986-1994	Genève (Uruguay Round)	Droits de douane, mesures non tarifaires, règles, services, propriété intellectuelle, règlements des différends, textiles, agriculture, établissement de l'OMC, etc.	123

ANNEXE 2 - FRISE CHRONOLOGIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

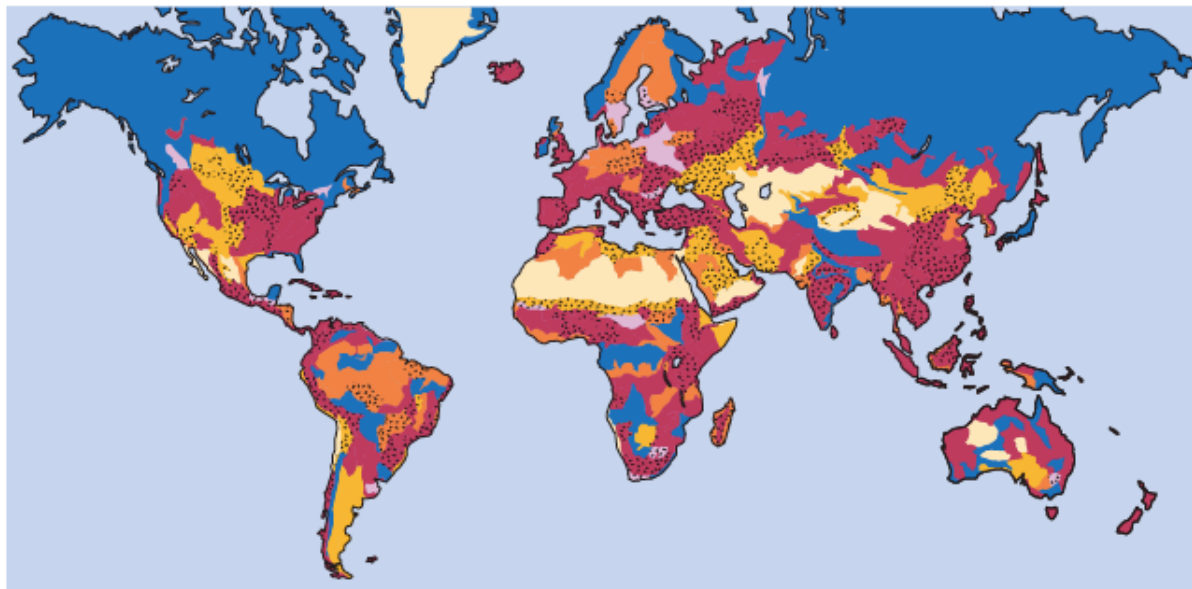


ANNEXE 3 - ATTRIBUTS DE L'AGRICULTURE MODERNE EN COMPARAISON À L'AGRICULTURE TRADITIONNELLE

Agriculture moderne	Agriculture traditionnelle
Haut niveau d'intrants externes Faible autosuffisance	Peu ou pas d'intrants externes Grande autosuffisance
Cycles ouverts Encouragé par l'expansion des marchés et l'urbanisation	Cycles fermés Peu de marketing
Perte de la biodiversité agricole Perte de la coévolution	Maintien de la biodiversité agricole Évolution du matériel génétique par coévolution
Haut niveau d'exportation des déchets résultant en des externalités négatives (pollution)	Peu d'exportation des déchets Peu d'impacts externes
Réduction significative des ressources naturelles sur la ferme dû à l'exportation des déchets	Faible réduction des ressources naturelles sur la ferme dû à l'exportation des déchets
Majoritairement monoculture et des productions agricoles spécialisées	Mixtes des productions agricoles (polyculture)
Dominée par le marché De plus en plus dominé par le marché mondial	Dominé par des cultures de subsistance ou semi-subsistance

ANNEXE 4 - DÉGRADATION DU SOL CAUSÉE PAR LES ACTIVITÉS ANTHROPIQUES

(Tiré de FAO, 2015)



Soil degradation types

Water erosion

Wind erosion

Chemical deterioration

Physical deterioration

Severe degradation

Other symbols

Stable terrain

Non-used wasteland

Water bodies

ANNEXE 5 - LISTE DES ACCORDS COMMERCIAUX EN VIGUEUR DANS LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE

(Tiré de Agriculture et agroalimentaire Canada, 2012c)

1. Accords sur l'organisation mondiale du commerce (OMC)
2. Organisation mondiale du commerce : Mise en œuvre et suivi des accords
3. Accord de libre-échange Nord-Américain (ALÉNA)
4. Accord de libre-échange Canada - Israël (ALÉCI)
5. Accord de libre-échange Canada - Chili (ALÉCC)
6. Accord de libre-échange Canada - Costa Rica (ALÉCCR)
7. Accord sur les vins et spiritueux entre le Canada et l'Union européenne
8. Accord de libre-échange entre le Canada et l'Association européenne de libre-échange
9. Accord de libre-échange Canada - Colombie (ALECC)
10. Accord de libre-échange Canada - Pérou
11. Accord de libre-échange Canada - Jordanie (ALÉCJ)